



RÉPONSES

Réduire les POLLutioNs en Santé Environnement

REVUE DE PRESSE RÉPONSES 2021

Mis à jour le 30.12.2021



Sécurité industrielle : " Réponses " progresse bien

SANTÉ

🕒 05/01/2021 À 13H00

🕒 00:36



G. Blardone



Partagez cet article



A+

A-



Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI PACA, le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions et des risques industriels est notre invitée.

Une grande concertation a été menée l'année dernière avec les associations, les collectivités, l'État, les industries, les salariés et la population pour tenter de lutter contre la pollution autour de l'Etang de Berre et ses risques sur la santé et l'environnement.

C'est le projet « Réponses », dont on vous a souvent parlé sur Maritima.

Une centaines d'action concrètes pour améliorer la qualité de l'air ont été dégagées. Que reste-t-il à faire ?
Quels sont les grands rendez-vous de 2021 ?

LUNDI 11/01/2021 à 08H10 | ÉCOPLANÈTE | MARTIGUES

Autour de l'étang : on saura tout sur le rôle et le fonctionnement des torches

Régulièrement décriées, elles sont un élément essentiel au fonctionnement des usines. Le dispositif "Réponses" vient de publier un guide permettant de mieux comprendre leur rôle

Par Éric Goubert



Avant-hier, à la suite d'une coupure électrique, Naphtachimie a déclenché sa torche, le temps de redémarrer son vapocraqueur. PHOTO E.G.

Avant-hier encore, une flamme gigantesque accompagnée de fumée noire s'est élevée au-dessus du complexe pétrochimique de Martigues-Lavéra. En août dernier, après les feux de forêt, des coupures électriques avaient provoqué les mêmes scènes. À l'Est de l'étang de Berre, les riverains ont encore en mémoire les fumées dégagées le 1er septembre depuis le site exploité par LyondellBasell.

Les torches, et surtout ces épisodes qui se produisent régulièrement sur les sites industriels de la région Fos-Etang de Berre, sont ainsi souvent montrés du doigt par la population, d'autant que les industriels n'ont pas toujours été très diserts sur leur fonctionnement. Même si tout n'est pas encore parfait à ce niveau-là, un changement notable est à apporter au crédit du dispositif "Réponses" (*). Parmi les 120 actions lancées, abouties ou en cours, celle portant sur une meilleure information du fonctionnement des torches à destination du grand public vient d'aboutir. Sur le site internet de l'opération, on peut lire un document rédigé par l'association "Environnement-industrie", qui explique en quelques pages pourquoi ces équipements sont nécessaires, et pourquoi, de temps en temps, ils fonctionnent de façon imprévue (Lire ci-

dessous). "Nous voulions expliquer tout cela en des termes le moins techniques possibles, pour que le grand public puisse s'approprier cette technologie", indique Marc Bayard, président de l'association Santé environnement, ancien délégué général de l'Union des industries chimiques. Un industriel qui sait de quoi il parle, pour avoir aussi dirigé Naphtachimie il y a quelques années, et qui explique que ces torches sont "un organe de sécurité indispensable au fonctionnement des installations industrielles". "Elles sont déclenchées soit de manière programmée, lorsqu'il faut arrêter ou redémarrer des unités après une opération de maintenance, mais peuvent aussi l'être lors d'incidents". Un peu comme pour votre cocotte-minute, la torche permettra alors d'évacuer des gaz rapidement sans risquer d'événements plus dramatiques. "Lorsqu'on perd ce que nous appelons les fluides moteurs, c'est là que le rôle des torches est primordial. Elles sont prévues pour s'arrêter de manière programmée, mais en cas de nécessité, tout un processus se met en route dès qu'un industriel a besoin de mettre ses installations en sécurité. C'est leur rôle principal".

En salle de contrôle, leur action est alors enclenchée puis suivie. "Avec des capteurs et des écrans, les opérateurs suivent leur fonctionnement. Tout est fait pour gérer leur action du mieux possible, en injectant de la vapeur, par exemple, pour "effacer" les fumées. Quand une torche fume beaucoup, c'est que sa capacité d'effacement est dépassée. C'est un peu comme votre cheminée : si elle fume, c'est qu'elle ne brûle pas bien." Et si elle fait aussi du bruit, c'est parce que l'injection de vapeur à forte dose est généreuse en décibels. D'où le bruit qui peut s'entendre, en fonction des conditions météo, à des centaines de mètres à la ronde.



L'une des torches de la région Fos-Etang de Berre, celle de Total - La Mède. Leur rôle est décrypté par l'association "Environnement-industrie". PHOTO VALÉRIE VREL

Toujours en mode "veilleuse", les torches des sites industriels sont prêtes à faire face. Et les industriels comprennent aussi, au fil du temps, et grâce à "Réponses", qu'il leur faut expliquer chaque mise en route. Ce que la plupart d'entre eux font avec le dispositif "Allô industrie", un site internet relié à un compte Twitter. Un procédé bien utile, au temps où les préoccupations environnementales de chacun sont devenues une réalité.

(*) <https://www.dispositif-reponses.org/>

Les questions-réponses de l'association "Environnement-industrie"

Que brûlent les torches ?

Cela dépend de ce que l'usine traite. Dans le cas des raffineries et des sites pétrochimiques, ce sont en majorité des hydrocarbures (molécules provenant du pétrole ou du gaz naturel, composées de carbone et d'hydrogène). En brûlant au contact de l'oxygène de l'air, ces hydrocarbures se transforment en dioxyde de carbone (CO₂) et en vapeur d'eau (H₂O). On peut trouver également des composés issus des impuretés présentes dans le pétrole comme le soufre, qui se transforme en dioxyde de soufre (SO₂).

La fumée produite par les torches est-elle toxique ?

Toute fumée est par définition toxique car elle contient des particules fines. Tout est affaire de concentration. Ce qui est important, c'est la qualité de l'air au niveau du sol. C'est pourquoi les torches

sont hautes pour faciliter la dispersion et diminuer la concentration en substances indésirables au niveau du sol. Lorsqu'il n'y a pas de fumée, la combustion est complète et facilitée par l'injection de vapeur, l'impact est alors très réduit.

Pourquoi les torches font elles aussi du bruit ?

La torche est un gros brûleur de gaz. Toutes proportions gardées, un réchaud à gaz émet un léger ronflement. L'injection de vapeur, dans le nez de torche, nécessaire pour améliorer la combustion et éliminer les fumées, a un effet négatif sur le bruit. Ce peut être un facteur de bruit important à fort débit. Les constructeurs étudient et mettent en place des solutions pour réduire ces phénomènes.

Existe-t-il des technologies alternatives pour éviter les torches ?

Il existe des solutions pour réduire les volumes de gaz brûlés à la torche. C'est d'ailleurs dans l'intérêt de tous, car tout gaz brûlé est une perte. Mais aucune ne peut se substituer à la nécessité d'un exutoire pour les excédents de gaz qui peuvent être produits dans diverses situations : arrêt d'urgence, phénomène transitoire, incident d'exploitation. C'est un dispositif de sécurité indispensable.

Pourrait-on au moins récupérer la chaleur produite par les torches ?

L'objectif d'une torche est de pouvoir évacuer le gaz en sécurité lorsque cela est nécessaire. Le reste du temps, c'est-à-dire la grande majorité du temps, elle ne produit rien. On ne peut pas concevoir un système de récupération de chaleur avec un fonctionnement aussi aléatoire. En revanche, on peut au moins récupérer une partie du gaz avant qu'il ne soit brûlé.

Pourrait-on récupérer les gaz plutôt que de les brûler à la torche ?

La plupart des systèmes de torche sont équipés d'un dispositif de récupération de gaz. Le gaz ainsi recyclé est en principe utilisé pour les besoins propres du site, en substitution à du gaz naturel. Mais ce système a des limites. Les quantités émises instantanément en cas d'incident pouvant être fortes, elles sont incompatibles avec une utilisation contrôlée.

La torche est-elle le signe d'un mauvais fonctionnement de l'usine ?

Lorsqu'une torche survient sans préavis, c'est qu'il y a une perturbation dans le fonctionnement normal de l'usine. Cette perturbation peut être un dysfonctionnement plus ou moins important (panne de machine, dérèglement passager du procédé de fabrication...). Pour limiter ces perturbations, les industriels travaillent à l'amélioration de la fiabilité des équipements. Dans certains cas, des opérations planifiées (arrêt ou démarrage) peuvent entraîner une mise à la torche. Il s'agit alors d'une opération contrôlée, qui fait partie de la "vie de l'usine".



Participez à Réponse en donnant votre avis sur les pollutions

ENVIRONNEMENT

🕒 17/03/2021 À 13H55

🕒 01:51

**QUEL AIR,
QUELLE SANTÉ
POUR DEMAIN ?**



**CONCERTATION AVEC LES HABITANTS
DU POURTOUR DE L'ÉTANG DE BERRE**

1/1 Participez à Réponse en donnant votre avis sur les pollutions



G. Saucerotte



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

Le projet Réponse n'est pas nouveau. Né en 2019, ce projet vise à trouver des solutions pour améliorer la qualité de l'air grâce à une action collective comptant pouvoirs publics, associations, industriels et surtout habitants. En effet, c'est sur les attentes, les besoins et les réflexions des habitants du pourtour de l'étang de Berre que des décisions sont ensuite prises. Depuis 2019, Réponse a porté ses fruits. En décembre dernier, un bilan a mis en lumière les actions menées et à mener pour répondre à la problématique de la pollution et de la qualité de l'air.

Aujourd'hui, le projet Réponse, conduit par le SPPPI* veut aller plus loin et lance un appel aux habitants des 21 communes intégrées dans le projet à faire part de leur avis sur la question. "On veut être plus présent sur le terrain, annonce Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI. On veut davantage faire connaître le projet Réponse, on veut surtout aller vers les populations, notamment des populations ciblées, on veut élargir notre public."

Pour cela, un dispositif de concertation va être mis en place d'ici le mois d'avril, il comprendra trois phases:

- Du 15 avril au 29 mai, les acteurs du projet Réponse iront à la rencontre des habitants (dans les marchés, devant La Poste...) pour recueillir leurs avis. L'objectif étant d'instaurer un dialogue et de faire émerger de nouvelles attentes pour ensuite y répondre
- A partir du mois de septembre, des ateliers de travail avec le public et les autres acteurs du projet auront lieu. Il s'agira de peaufiner les actions déjà mises en place, en les réadaptant au contexte actuel, mais aussi de trouver de nouvelles solutions.
- Enfin, la dernière phase portera sur le partage des résultats et l'instauration d'un débat. "On présentera au public et aux acteurs du territoire ce qui a été fait dans les phases précédentes, poursuit la déléguée. Il faudra ensuite rendre compte, montrer que les contributions de chacun ont été prises en compte."

Pour participer au panel c'est [ici](#)

SPPPI: Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles

Pollution de l'air : le projet Réponses en appelle à de nouveaux avis citoyens

Lancé en 2019, le projet Réponses se poursuit dans l'ouest du département. Objectif : élargir le dialogue avec les habitants sur les moyens d'améliorer la qualité de l'air dans le bassin.

JOLAN ZAPARTY / FOS-SUR-MER / 18/03/2021 | 07H49



« On veut élargir notre public, aller notamment vers des populations ciblées » annonce Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI qui pilote le projet Réponses. Photo J.Z.

L'important dégazage polluant causé par un incident sur la cokerie d'ArcelorMittal à Fos le 11 mars donnait pourtant un bon exemple d'une situation de crise concrète autour de laquelle mobiliser et réclamer davantage d'explications.

Mais alors que la presse était invitée ce mercredi à la présentation des prochains rendez-vous du projet Réponses, ses responsables auront refusé de commenter l'incident. Gwénaëlle Hourdin, la déléguée générale du SPPPI qui pilote le projet, préférant rappeler qu'il restait « *un outil de dialogue entre acteurs et citoyens* », à la mission « *plus générale que de répondre à l'événement* ».

Cette semaine, la direction d'Arcelor, elle, se défaussait de toute responsabilité en répondant que les habitants avaient été « *informés à travers le dispositif Allo Industrie aussi rapidement que possible* ».

Or, nous le constatons ce mercredi : le dit-message s'est depuis évaporé de la fameuse page internet créée dans le cadre du projet l'an dernier... Reste que pour Gwénaëlle Hourdin, l'objectif de Réponses en 2021 sera d'« *être plus présent sur le terrain* » et de faire plus largement connaître le dispositif. Un nouveau cycle de rendez-vous est annoncé, découpé en trois phases : du 15 avril au 29 mai, les acteurs de Réponses iront « *à la rencontre des habitants sur les marchés, devant La Poste...* » À partir de septembre, auront lieu des ateliers de travail avec les acteurs du projet. La dernière phase enfin portera sur le partage des résultats et d'un débat.

« Réponses » persiste dans l'échange constructif



Faisant de l'amélioration de la qualité de l'air sur le pourtour de l'étang de Berre une affaire collective, le dispositif « Réponses » invite chacun à s'exprimer à partir d'avril dans la nouvelle phase de concertation. Objectif : créer les outils pérennes d'un dialogue apaisé.



La mixité d'usages autour de l'étang de Berre invite à tenter de dépassionner les débats. (Photo JC Barla)

« Un dialogue, ça se construit et ça évolue dans la durée. On peut toujours l'affiner, l'enrichir. Notre volonté est d'approfondir la démarche engagée en 2019, de l'ouvrir à d'autres participants, en vue d'identifier de nouvelles attentes et des pistes d'actions pour réduire la pollution de l'air et améliorer la santé et l'environnement des habitants du territoire » explique Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI). Le 17 mars, elle a présenté les objectifs 2021 du dispositif « Réponses » mené sur les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du golfe de Fos. Cent-vingt attentes, autour de six thématiques (surveiller et réglementer, améliorer la qualité de vie, réduire les émissions polluantes, informer et sensibiliser...), avaient été recensées, puis déployées en 2020 en un vaste plan d'action, porté par différents acteurs (industriels, associations, collectivités, services de l'Etat...). En décembre dernier, 88% des actions inventoriées avaient été engagées. A partir d'avril 2021, débiteront trois nouveaux « temps » de participation à la démarche. D'abord pour recueillir des avis au contact de la population. Ensuite pour concevoir, sur la base des retours enregistrés, une réflexion collective afin d'étoffer le plan d'actions à l'automne. Enfin, pour partager les résultats et en débattre début 2022. « En 2020, crise sanitaire oblige, nous avons utilisé le numérique pour maintenir les échanges à distance, mais la rencontre physique est capitale pour entendre les préoccupations des habitants et usagers et amplifier le dialogue », poursuit Gwenaëlle Hourdin. « Nous irons donc sur le terrain pour transmettre de l'information et collecter les demandes. Nous recrutons également pour le panel de citoyens ». Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 6 avril (1) afin d'accueillir une trentaine de personnes dans ce « groupe-témoin » chargé d'exprimer ses avis, de peaufiner les orientations et de veiller à la fidélité du rendu de la concertation. « L'appel s'adresse à toute personne habitant ou travaillant sur l'une des 21 communes, sans mandat électif

Efforts reconnus

Cette nouvelle phase du dispositif peut se dérouler grâce à l'attribution d'une subvention de l'Etat, par sa direction interministérielle de la transformation publique, « Réponses » se retrouvant parmi six lauréats d'un appel à projets. Pour la déléguée générale du SPPPI, il importe d'ancrer plus durablement la démarche car elle a permis de faire bouger les lignes et positions, tant du côté des industriels, par exemple avec la plateforme Allo Industrie ou la communication pédagogique sur les torchages des unités, que du côté des services de l'Etat, en matière de suivi des cancers par rapport aux spécificités du lieu d'habitation ou de l'environnement du territoire. « *Nous avons ouvert de nouveaux champs à la participation citoyenne pour diminuer la pollution atmosphérique. Il nous faut maintenant parvenir à imaginer et mettre en œuvre ensemble des outils opérationnels de dialogue adaptés et dépassionnés* ».

1. Pour poser sa candidature au panel citoyen : <https://forms.office.com/r/bCe3FzVzJV>

Martigues : "Réponses" repart sur le terrain et enchaîne les actions

Lancé en 2019, le dispositif se perfectionne, pour mieux répondre aux attentes de la population de la zone Fos-Etang de Berre en matière de lutte contre les pollutions atmosphériques

Par Éric Goubert



Vivre au plus près des industries, c'est le lot quotidien des 21 communes de la zone Fos-Etang de Berre, impliquées dans le dispositif "Réponses". PHOTO ARCHIVES SERGE GUÉROULT

C'était l'année 2018. Pas de quoi en faire une chanson, même si en guise de refrain, le thème était trouvé : c'était celui des études sur la pollution atmosphérique. Au premier rang desquelles celle publiée par l'État, début janvier, baptisée "Scenarii", désormais document de référence. D'autres allaient suivre, comme "Fos Epeal", étude franco-américaine au procédé nouveau, et contesté, ou les analyses sur divers éléments faites par l'association ADPLGF, présidée par le Fosséen Daniel Moutet, elles carrément clouées au pilori par le préfet lui-même. 2018, c'était donc l'année des polémiques, rehaussées par deux documentaires télévisés très suivis du côté de Fos. Et c'est dans ce contexte qu'était né **le dispositif "Réponses"**, orchestré par le SPPPI, secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles. Une manière "de sortir par le haut de cette situation conflictuelle", en mettant autour de la même table industriels, associations, collectivités, Etat...

Nouvelle démarche de mobilisation et de participation citoyenne

Depuis deux ans, le dispositif poursuit sa route, en complétant ses réunions et les attentes exprimées par la population en mettant sur pied des actions concrètes (lire par ailleurs). S'il a perdu en cours de route Daniel Moutet, qui a souhaité quitter le dispositif, il va s'enrichir au fil des semaines et mois qui viennent de nouvelles contributions, grâce à une relance des contacts sur le terrain. Une *"nouvelle démarche de mobilisation et de participation citoyenne"* annoncée mercredi, pour *"aller de nouveau vers la population"*, et continuer *"d'apporter des réponses concrètes"*, indiquait Gwenaëlle Hourdin. Lauréat d'un appel à projets interministériel, "Réponses" va ainsi pouvoir renforcer son empreinte avec une sensibilisation en trois temps, qui débutera aux alentours du 15 avril. Premier temps, un dispositif itinérant dont les contours restent à préciser, qui passera par des lieux publics, comme les marchés ou les postes. *"L'objectif est de recueillir de nouvelles attentes du public"*, avant, dans un deuxième temps, d'aller vers des publics traditionnellement plus éloignés de ce genre de débat, via les bailleurs sociaux ou les missions locales. Enfin, troisième temps, un forum d'échanges déjà prévu le 29 mai prochain. *"Après une année de travail sur la réalisation des actions, la nouvelle phase de mobilisation vise à associer de façon encore plus élargie les citoyens"*, ajoute Gwenaëlle Hourdin. Dans le même ordre d'idée, une campagne de recrutement est lancée afin d'intégrer une trentaine de nouveaux membres au panel citoyen, ce groupe de citoyens qui émet un avis sur chaque étape clé de la concertation.

"Notre Graal, ce sera d'installer le dispositif dans le temps, afin qu'il devienne un outil d'information incontournable", note encore la déléguée générale. Trois ans après la fameuse année 2018, c'est bien parti.

Pour intégrer le panel citoyen, les modalités sont disponibles sur dispositif-reponses.org. Les candidatures sont à envoyer jusqu'au 6 avril.



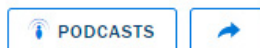
Micro France Bleu © Radio France

Économie - Social

La nouvelle économie en Provence

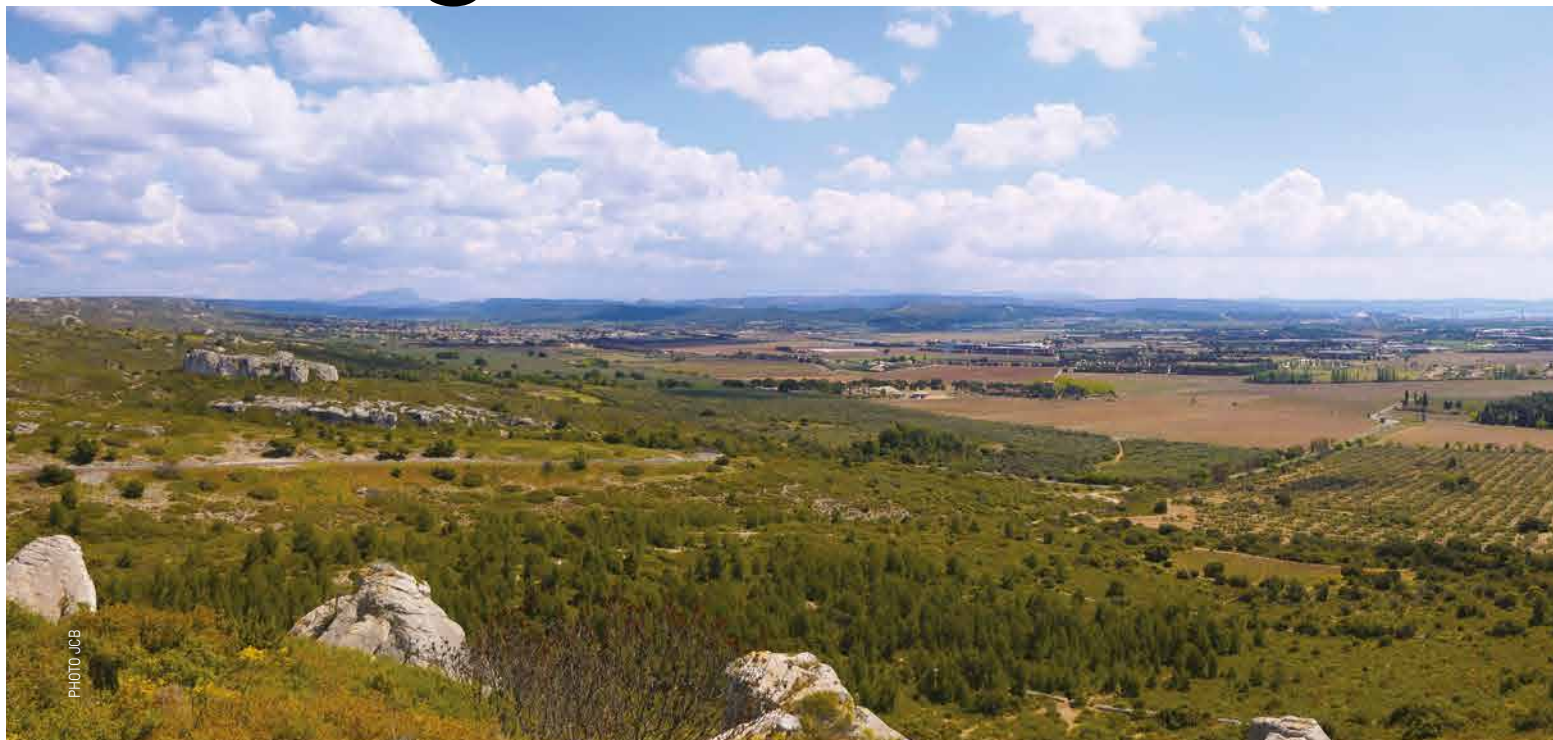
Par France Bleu Provence

Du lundi au vendredi à 7h16



Chaque jour à 7h17, votre radio s'intéresse à une entreprise emblématique de notre région...

Étang de Berre Un destin



Un nouvel équilibre se met-il en place sur le pourtour de l'étang de Berre ? Entrepreneurs, collectivités, associations se sont engagés dans un dialogue plus apaisé, prometteur pour le devenir de ce territoire qui concentre de nombreux projets stratégiques pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il faudra du temps pour remodeler l'environnement économique, urbain, écologique, touristique... Les raisons d'espérer existent.

Et si le regard changeait sur l'étang de Berre ? En s'attaquant aux problématiques d'un territoire qui a souffert d'une expansion anarchique durant des décennies, les acteurs institutionnels, économiques, associatifs s'emploient, aux côtés des riverains, à revaloriser cet espace central pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le 20 janvier, les députés Pierre Dhareville, Eric Diard et Jean-Marc Zulesi ont remis à la ministre de la Transition Ecologique, Barbara Pompili, leur rapport sur la réhabilitation de l'étang de Berre, avec 20 propositions (voir page 19). « *Ce plan est une opportunité inédite pour permettre la concrétisation de mesures trop longtemps attendues* » indique Jean-Marc Zulesi. Pour le jeune député de la 8^e circonscription, restaurer la qualité de l'eau et des milieux mérite des décisions pragmatiques et concertées plutôt que des revendications exorbitantes. « *La dérivation des eaux de la Durance pour éviter qu'EDF ne rejette de l'eau douce dans l'étang est évaluée à 2,5 milliards d'euros. Un tel projet*



Jean-Marc Zulesi, l'un des trois députés à l'initiative du rapport parlementaire, milite pour des décisions réalistes pour la réhabilitation de la qualité de l'eau de l'étang

ne peut être financé. Mieux vaut donc traiter la limitation des rejets de la centrale hydroélectrique de Saint-Chamas » poursuit-il, « *Le plan proposant de les diviser par deux. Retrouver le "bon état écologique" est un objectif pour 2027. Un processus de réflexion a été lancé en ateliers* » (voir encadré page 17). Pour le président du Groupement d'Intérêt Public pour la Réhabilitation de l'Étang de Berre (GIPREB), Didier Khelfa, maire de Saint-Chamas et vice-président de la Métropole, « *nous ne sommes plus dans le combat, mais dans la co-construction de l'étang de demain. L'étang est un joyau économique, écologique, social... Combien de familles qui fréquentent nos quelques plages aménagées ont l'impression d'être en vacances tout l'été ? C'est une chance de vivre autour de cet espace* ».

en renouveau

L'étang de Berre combine des usages divers qui en font toute sa richesse.
La candidature pour son inscription au patrimoine de l'Unesco
veut les faire reconnaître



Centrale EDF de Saint-Chamas : le rapport parlementaire réclame de réduire ses rejets d'eau douce de 1,2 milliard de m³ à 600 000 m³



PHOTO JCB

SE PARLER, SE COMPRENDRE ET AGIR

Cette co-construction, le dispositif « Réponses » (Réduire les Pollutions en Santé-Environnement), coordonné par le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI), l'a mise en œuvre depuis 2019 sur l'amélioration de la qualité de l'air. Menée sur 21 communes du pourtour de l'étang et du Golfe de Fos, la concertation a établi un plan de 120 actions portées par les acteurs les plus divers (Etat et collectivités, industriels, associations...). Une nouvelle phase d'échanges se déroulera du 18 mai au 30 juin. Pour Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI, « *Le principal apport de "Réponses" a été d'orienter les projecteurs sur les questions de santé et d'environnement à partir des préoccupations des habitants. Il y a toujours*

Déléguée générale du SPPPI,
Gwénaëlle Hourdin note
une volonté réelle de progrès
chez l'ensemble des participants
au dispositif « Réponses »



PHOTO JCB

de nouvelles attentes à recueillir, affiner ou faire émerger. Nous voulons bâtir sur la durée un outil incontournable, dépassionné et pérenne de dialogue. Une multitude d'indices nous montre que les positions bougent dans une volonté réelle de progrès ». Président d'Environnement Industrie et vice-président du Groupement Maritime et Industriel de Fos et sa région (GMIF), associé au dispositif, Marc Bayard admet aussi que les choses avancent. Les industriels y ont contribué, à travers la création de la plateforme d'information « Allo Industrie » qui prévient ou alerte lors d'incidents programmés ou intempêtes sur une unité, ou l'élaboration d'une note pédagogique sur les « torchages ». « *Allo Industrie n'aurait pas vu le jour sans "Réponses"* », reconnaît-il. « *Le dispositif a servi de catalyseur. Il est important de s'inscrire dans le temps car les retours positifs interviennent souvent longtemps après les actions. Nous le voyons sur la pollution de l'eau de l'étang, les stations des industriels ont été soumises à des protocoles très stricts. On nous reconnaît désormais le travail accompli. Sur la pollution de l'air, plus difficile à mesurer, nous sommes dans cette phase de reconstruction d'une confiance avec "Réponses". Ce que l'on perçoit de l'extérieur à travers les torches ne correspond pas à la réalité scientifique de la quantité émise et mesurée. Un travail de fond est en marche, mais nous ne sommes plus pris à partie comme si nous ne faisons rien, ce qui était le cas il y a trois ans.*



PHOTO JCB

Pour Marc Bayard, président d'Environnement Industrie, « *Il faut montrer la compatibilité et la cohabitation intelligente des activités industrielles, touristiques et de la nature au bord de l'étang* »

3 QUESTIONS À

Jean-Michel Diaz

PRÉSIDENT DU GMIF

«L'industrie apporte des idées, des solutions et des espérances»

PHOTO JC BARLA

Le climat a-t-il évolué entre les différents acteurs du pourtour de l'étang de Berre ?

Il y a une meilleure compréhension réciproque. Les industriels entendent les attentes des populations sur la qualité de l'air, les nuisances visuelles et sonores, les risques technologiques, les trafics routiers et ces populations perçoivent mieux les efforts qu'ils mettent en œuvre pour y répondre. C'est une condition indispensable de l'acceptabilité de l'industrie et de son rôle moteur. L'industrie, c'est 35% de l'emploi sur ce bassin. Un emploi industriel représente 115 000 euros de valeur ajoutée contre 67 000 euros pour un emploi non industriel. C'est aussi le secteur qui a le mieux résisté à la crise. En s'inscrivant dans la pérennité, « Réponses » a contribué à faire disparaître des barrières. Quand nous réalisons « Allo Industrie » ou la fiche sur les torches, ces actions concrètes s'ajoutent à tous les investissements sur les sites pour les transformer, réduire leur empreinte écologique et atteindre demain la neutralité carbone... L'industrie apporte des idées, des solutions et des espérances.

Où se situent les freins à l'expansion équilibrée de ce territoire ?

L'aménagement est le premier sujet pour attirer des projets d'envergure. Il faut parvenir à des plateformes industrielles « plug & play », purgées par anticipation des procédures et études environnementales, archéologiques... préalables à la réalisation d'un projet, et dotées des utilités nécessaires pour qu'une unité s'y connecte rapidement. Si on ne s'en donne pas les moyens, ce territoire subira une décroissance dans le futur. Pour financer les équipements, nous proposons la mise en place d'un fonds d'investissement abondé par divers partenaires (Etat, collectivités territoriales, Port...) afin de contourner l'argument de ne pas les faire, faute de rentabilité acceptable à court terme. L'autre difficulté est la mobilité des salariés et des marchandises. Elle pèse pour un tiers des impacts sur la qualité de l'air. Que ce soit sur les infrastructures routières de Martigues-Port-de-Bouc, Fos-Salon ou Arles, nous plaçons pour des liaisons ambitieuses qui s'inscrivent dans une vision économique, sociale, écologique, technologique, et dans le respect des délais annoncés. Nous souhaitons aussi une accélération sur le fret ferroviaire, solution décarbonée de transport de masse des marchandises.

Etes-vous optimiste sur la capacité de tous les acteurs à relever ces défis ?

Cet espace a beaucoup d'atouts, les industriels s'adaptent, les projets s'y multiplient... Les collectivités locales affichent leur volonté d'accompagner la réindustrialisation. Il faut passer de l'intention à la concrétisation. N'oublions pas enfin la formation. Pour grandir, les entreprises doivent pouvoir accéder aux compétences et métiers dont elles ont besoin aujourd'hui et pour demain. Nous travaillons étroitement avec Pôle emploi et les organismes spécialisés pour détecter les profils adéquats et mettre en œuvre les formations opérationnelles.

« LES COLLECTIVITÉS LOCALES AFFICHENT LEUR VOLONTÉ D'ACCOMPAGNER LA RÉINDUSTRIALISATION, IL FAUT PASSER DE L'INTENTION À LA CONCRÉTISATION »

16 pages pour tout savoir sur le dispositif "Réponses"

La Provence

ÉDITION SPÉCIALE - RÉDACTION "LA PROVENCE", 8, QUAI GÉNÉRAL LECLERC 13500 MARTIGUES - ☎ 04 42 42 30 40 - WWW.LAPROVENCE.COM

QUALITÉ DE L'AIR

Tous mobilisés



LE SOMMAIRE**Page 4**

"Allô industrie", l'essentiel d'un incident en un tweet. Gros plan sur les torches

Page 5

Diams, le boîtier qui peut suivre votre impact environnemental

Page 6

Des arrêtés préfectoraux pour mieux contrôler l'émission de COV

Page 7

L'observatoire des cancers devient réalité.

Pages 8 & 9

Un territoire de contrastes, la zone Fos - Etang de Berre en une infographie double page.

Page 10

De nouveaux sites de mesure de la qualité de l'air

Page 11

Présentation du groupe de suivi du plan d'action des associations

Page 12

La pollution décryptée par Atmosud

Page 13

Le rôle du panel citoyen

Page 14

Retour sur les deux premières années de "Réponses"

Page 15

Le SPPPI Paca, 40 ans d'existence

Page 16

Les rendez-vous



Vue d'avion, la zone Fos - Etang de Berre, terre de contrastes entre villes, industrie, mer et collines. / PHOTO E.G.

**Supplément de "La Provence"**

248, avenue Roger-Salengro 13015 Marseille

www.laprovence.com

réalisé en partenariat avec le
Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles

Coordination éditoriale et rédaction :

Eric GOUBERT

Photographies :

La Provence et DR

Photogravure et impression :

Centre Méditerranéen de presse - Marseille (15°)



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



L'ÉDITO

Un nouveau souffle

RÉduire les POLLutioNs en Santé Environnement. D'où l'acronyme du dispositif "Réponses", lancé depuis deux ans auprès des 300 000 habitants des 21 communes de l'arrondissement d'Istres avec un objectif, celui de répondre aux questions du grand public, de prendre en main des enjeux multiples, puis de lancer et valoriser les actions entreprises dans le secteur Fos - Etang de Berre pour lutter contre la pollution.

Deux ans après, le dispositif s'apprête à aborder une nouvelle phase, en retournant auprès des populations pour sonder leurs préoccupations dans ce domaine. C'est aussi ce qui avait prévalu en 2019, lorsque cette méthode inédite, récompensée depuis par un trophée de la concertation, avait été lancée et annoncée par Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI). Une institution, avec ses 40 ans d'existence, qui s'attaquait cette fois-ci à une prolongation de sa mission, en prenant en main ce projet, devenu dispositif, d'ampleur.

Il le fallait pour sortir d'une situation polémique par le haut. L'année 2018 était passée par là, avec sa cohorte d'études scientifiques, de documentaires télévisés coup-de-poing, de plaintes contre X, d'incidents aussi chez

quelques géants de l'industrie, avec amendes à la clé imposées par le préfet...

Au pays de l'industrie triomphante, les ondes étaient alors bien brouillées entre les différents acteurs, associations, collectifs, industriels, collectivités. Des présidents d'associations qui alignent leurs arguments, des industriels aux discours devenus inaudibles, des données scientifiques remises en cause... C'est en remettant tout le monde autour d'une même table que "Réponses" a voulu rétablir le dialogue entre les parties prenantes, avant d'écouter les questions de tout un chacun, et d'y répondre par des actions ren-

pollution comme l'a mis en évidence l'étude Scenarii (lire page 12), continuent également de se développer sur des axes qui desservent non seulement les plateformes d'activités comme les installations du Grand port maritime de Marseille.

Face à tous ces interlocuteurs, "Réponses" a fait le choix du travail en commun. Financé à tiers égal par les industriels, les collectivités et l'État, son comité de pilotage est constitué de cinq collègues (associations, Etat et établissements publics, collectivités, industriels et salariés) qui lui assurent une large concertation des parties intéressées.

Après les invectives est venu le temps du dialogue retrouvé. Même si Daniel Moutet (AD-PLGF), a depuis quitté le dispositif, celui-ci s'apprête à vivre une relance en retournant sur le terrain pour recueillir de nouvelles réactions. De quoi déterminer de nouvelles actions, et de poursuivre sur les bases lancées il y a deux ans.

Ce supplément de *La Provence* revient sur cette histoire, et présente les actions emblématiques nées de cette concertation. La première du genre en France, qui pourrait être reproduite ailleurs, tant le travail sur cette zone si particulière, faite de contrastes entre industrie, étang, mer et collines, est riche d'enseignements.

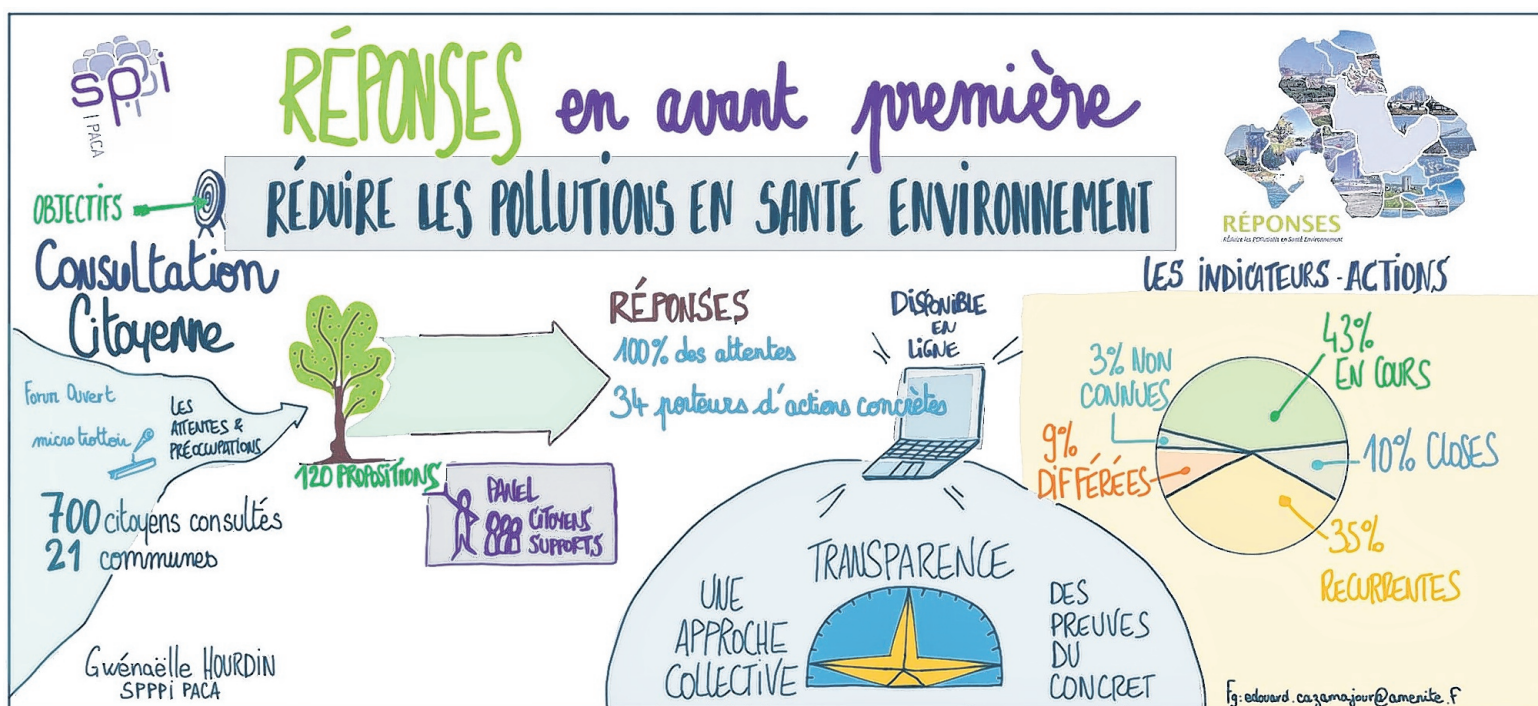
Eric GOUBERT

"Réponses" a remis autour de la table industriels, associations, Etat, collectivités et salariés.

dues publiques. Certes, tout n'a pas été réglé d'un coup de baguette magique. La vie des sites industriels, avec une cinquantaine d'entreprises classées Seveso, suit son cours, avec son lot d'émissions, d'arrêts, de pannes, de redémarrages, de torchages... Les transports, activité génératrice de

UNE NOUVELLE ETAPE

Le dispositif "Réponses" repart à la rencontre des habitants du pourtour de l'étang de Berre, du 18 mai au 30 juin. Après une année orientée sur la réalisation des actions la nouvelle phase de mobilisation citoyenne est lancée. Elle vise à associer de façon encore plus élargie les citoyens du pourtour de l'étang de Berre pour approfondir la réflexion, renforcer les acquis et dessiner les axes d'amélioration du projet. Tous les citoyens sont invités à retrouver Réponses, du 18 mai au 30 juin, pour venir dialoguer avec les acteurs du territoire et trouver ensemble des réponses pour améliorer la qualité de l'air. Réponses sera présent sur les communes du pourtour de l'étang de Berre (sur les marchés, parcs, plages et aux alentours des supermarchés) pour faire connaître le dispositif, diffuser les résultats du plan d'actions et recueillir des avis et des propositions d'amélioration. Si vous ne pouvez pas vous déplacer, un questionnaire en ligne est également disponible. Enfin, dernière nouveauté, à l'occasion de cette nouvelle phase de dialogue avec les habitants, une page Facebook "Dispositif RÉPONSES" consacrée à cette opération de terrain vient d'être lancée. Elle permettra aux habitants de suivre facilement la démarche de concertation et d'être avertis des différents rendez-vous dans leur commune.



LES ACTIONS

"Allô industrie", l'essentiel d'un incident en un tweet

"À la suite d'un arrêt pour entretien d'un compresseur d'une de nos unités chimiques, nous avons un très léger épisode de torche pour des raisons de sécurité. Cette situation restera jusqu'à la fin des travaux estimée au 11 juin". En quelques lignes, ce message posté par le site Ineos de Martigues Lavéra témoigne de ce qu'est un "tweet" posté sur le compte "allô industrie Étang de Berre". Relié à un site internet, il permet aux abonnés d'avoir accès à des messages diffusés par les industriels, comme ici en prévision de manœuvres pouvant produire des nuisances, ou rendant compte d'un incident. Un outil adopté par 18 sites Seveso implantés dans la zone Fos-Étang de Berre, qui peuvent ainsi faire face à un manque criant, le besoin d'explications rapides sur une torche, une fumée, un bruit, une odeur... "Après 9 mois d'existence, 68 messages ont été diffusés, recense Marc Bayard pour le GMIF (Groupement maritime et industriel du golfe de Fos, antenne de l'UPE). 95% des in-



Un compte twitter relié à un site internet permet aux industriels de diffuser de courts messages préventifs ou explicatifs. / PHOTO E.G.

dustriels se sont approprié cet outil, qui est un beau succès." Parmi ces 68 messages, une vingtaine était liée à des incidents "dont huit émissions à la torche", et "48 avaient trait à de l'anticipation. C'est-à-dire l'annonce de travaux pouvant générer, par exemple, une émission à la torche. La-

quelle ne s'est d'ailleurs pas forcément produite".

Échaudés par les emballages notamment sur les réseaux sociaux, les industriels préfèrent donc, dans la mesure du possible, informer en amont plutôt que de gérer les innombrables coups de fil en cas de fu-

mée noire. "Sur la période de démarrage du dispositif, complète Marc Bayard, je n'ai trouvé que quatre événements qui n'ont pas fait l'objet d'un tweet". C'est dire si l'outil est en ordre de marche, avec encore une marge de progression. "Tout cela montre que les sites industriels ont une vie, sur laquelle les directions s'engagent à informer. L'étape suivante, ce sera d'objectiver les choses. Pour en avoir le cœur net, de mesurer par exemple les durées des fumées noires émises par les torches. Et de les comparer, année après année. Sans cacher que si elles sont noires, c'est parce que la torche a dépassé sa capacité et que oui, il y a alors à ce moment-là un impact environnemental." (Lire ci-dessous).

Un prolongement à l'action immédiate d'Allô industrie. Pour recevoir ou lire ses messages, une connexion internet permet de se rendre sur le site "www.allo-industrie.com", ou de suivre le compte twitter dédié "allô industrie Étang de Berre".

E.G.

LE DOCUMENT

Tout savoir sur l'utilisation des torches



En octobre 2018, un chantier spectaculaire pour changer le nez d'une torche de Naphtachimie.

/ PHOTO SERGE GUÉROULT

Des incidents les mois derniers à Martigues-Lavéra et Lyondell-Basell à Berre ont conduit à l'émission de fumées noires visibles à des kilomètres à la ronde. Nocives, elles ont logiquement entraîné de multiples questionnements et coups de colère, des rivaux comme des élus. Les torches, ce sont les incidents industriels qui ont provoqué le plus de réactions négatives ces derniers temps.

C'est pour mieux expliquer le fonctionnement des torches que l'association "Environnement industrie" a publié sur le site du dispositif réponses un document pédagogique sur le sujet. Il insiste autant sur le côté indispensable de cet équipement, sorte de soupape de sécurité irremplaçable, que sur les améliorations appor-

tées à leur technologie. "Le brûlage de gaz à la torche est une opération temporaire, soit liée à un incident d'exploitation, soit liée à un régime transitoire des installations", indique l'association présidée par Marc Bayard. À la question "Pourquoi voit-on parfois beaucoup de fumée ?", la réponse est la suivante: "Lorsque la combustion est bonne, il n'y a pas de fumée. Une bonne combustion est facilitée par injection de vapeur, dite 'vapeur d'effacement' car elle permet d'éviter les fumées noires et abondantes. Lorsque l'injection de vapeur est insuffisante par rapport à la quantité de gaz brûlé (trop de gaz ou pas assez de vapeur disponible) la combustion n'est pas bonne et des fumées sont émises. Les torches sont en général très hautes afin d'assurer une

meilleure dispersion des polluants résiduels et limiter ainsi très fortement la concentration en substances toxiques (particules fines, dioxyde de soufre, composés organiques volatils...) au niveau du sol, donc l'impact sur les populations. Dans certaines conditions de fonctionnement, notamment lorsque le débit de gaz est important et la vapeur est injectée à fort débit pour éviter les fumées noires, la torche peut générer du bruit. Ce paramètre est pris en considération dans la conception des nez de torches pour en limiter l'effet."

Pour les industriels, les torches sont des "dispositifs de sécurité indispensables", "qui n'ont rien d'archaïques", précise encore Marc Bayard.

E.G.

LES ACTIONS

"Diams", le boîtier qui peut suivre votre impact environnemental

Allier l'engagement citoyen aux possibilités du numérique, c'est tout l'engagement du projet "Diams". Porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence, soutenu par l'Union européenne, il est décrit ni plus ni moins comme une première mondiale, "à l'échelle à laquelle nous allons le proposer", indique Céline Sales, chef du service d'écologie urbaine d'AMP.

Diams, pour "Digital Alliance for Aix-Marseille Sustainability" en anglais, et en français "Alliance numérique pour le développement durable d'Aix-Marseille", ce sera d'abord pour le grand public la possibilité de mesurer son propre impact sur l'environnement, "de visualiser son niveau de pollution", comme l'indique la responsable. Cela simplement en portant sur soi un capteur, un peu plus grand qu'un smartphone, et de déterminer l'empreinte environnementale de chaque individu. Avant le déploiement de 2000 capteurs dans les prochains mois (1 200 en juillet, 800 à l'automne), une centaine est déjà en service, dans des classes ou sur des véhicules de La Poste, partenaire de l'opération.

Provoquer une prise de conscience

Objectif premier, provoquer une prise de conscience. "Parce que le sujet de la qualité de l'air, même si on sait qu'il intéresse, se heurte encore à une faible appropriation du grand public, détaille Céline Sales. Tout simplement parce que ça ne se voit pas, et que l'air, pour beaucoup, ce n'est pas concret. Le boîtier permet de visualiser cet aspect, de rendre visible ce qui ne l'est pas."

C'est aussi une porte d'entrée dans l'ensemble du projet "Diams", bien plus global que la simple mesure de l'air qui nous entoure, avec une application dédiée. "C'est un moyen de solliciter l'intérêt des gens pour le sujet, qui est plus complexe et touche notre vie quotidienne, autant à notre domicile qu'au travail ou pendant nos trajets", ajoute Céline Sales. Parce que le boîtier, utilisable à l'extérieur, le sera aussi dans le



Relié à une application, le boîtier permet de visualiser son propre impact sur l'environnement.

/PHOTO DR

cadre des faits et gestes quotidiens au domicile: "quand vous faites la cuisine, quand vous allumez un feu de cheminée, quand vous peignez vos volets, que vous tondez la pelouse ou faites du bricolage, des émissions se produisent. À quelle hauteur? Le capteur permettra de le mesurer. Ce qui pour-

ra inciter chacun à modifier ses comportements". L'enjeu est là, dans ce changement de comportement individuel, une prise de conscience qui participera à la protection du climat.

Dès à présent, on peut pré-réserver sur le site de la Métropole son capteur. "Ils seront confiés aux vo-

lontaires durant trois mois. Mais on ne les lâchera pas dans la nature: tout un programme d'animations est prévu, confié à huit associations, ce qui va permettre une sensibilisation plus fine." Parmi elles, l'institut écocitoyen, à Fos, mènera des balades le long du GR 2 013. Toutes les données issues des capteurs alimenteront une plateforme numérique, et offriront une vision plus ciblée à l'échelle d'un pâté de maison ou d'un rond-point. "À terme, un cycliste, avant de faire sa sortie d'entraînement, pourra même visualiser les routes les moins polluées".

"Diams" sera lancé cet été, pour une durée d'un an. "2 000 capteurs à l'échelle de la Métropole, c'est un dispositif unique au monde, appuie Céline Sales. C'est une innovation aussi en termes de gouvernance, avec des financements à 80% européens, et un relais apporté par la Métropole et sept partenaires".

E.G.



À terme, l'application permettra aux cyclistes de choisir l'itinéraire de leur sortie en prenant les routes les plus "vertes".

/PHOTO DR

LES ACTIONS

Des arrêtés novateurs pour mieux maîtriser les rejets de COV

COV. Trois lettres pour "Composés organiques volatils" qui cachent une famille de polluants émis par l'industrie. "Les plus connus sont le butane, le toluène, l'éthanol (alcool à 90°), l'acétone et le benzène que l'on retrouve dans l'industrie, le plus souvent sous la forme de solvants organiques (par exemple, dans les peintures ou les encres), note l'Ademe. Les COV les plus nocifs, comme le benzène, sont classés CMR (cancérogène, mutagène et reprotoxique)."

Et c'est pour limiter leurs rejets dans l'atmosphère que le Préfet a pris des arrêtés spécifiques, en 2018 et en 2019, s'appliquant à une quinzaine de sites de la zone "Fos-Étang de Berre". "Une première à l'échelle nationale, commente Alexandre Lion, adjoint au chef d'unité départementale de la Dreal, entreprise notamment après la publication de l'étude *Scenarii*, en 2018". Une étude de référence (lire page 2), qui a amené la Dreal à travailler avec les industriels pour mettre en route cette réglementation nouvelle. "Cette action sur les COV, qui consiste à réglementer et contrôler, entre parfaitement dans le cœur de nos missions. L'objectif, dans ce cas, c'est d'inviter les industriels concernés à réduire leurs émissions en la matière." Facilement émis, facilement respirés, les COV "sortent" des sites industriels de façon canalisée (via les torches, exutoires, et cheminées), où on peut les mesu-



Les "composés organiques volatils" (COV) sont émis par l'ensemble des sites industriels. / PHOTO SERGE GUÉROULT

rer, mais aussi via des sources dites diffuses. En clair, essentiellement des fuites de gaz qui se produisent sur les kilomètres de conduites de chaque site. "C'est sur ces sources diffuses que portent les nouveaux arrêtés. Ils ont nécessité un travail préparatoire important". Face à ce travail de longue haleine, la Dreal a défini plusieurs axes. "Identifier les sources, les quantifier, les réduire. On a aussi mis en évidence les industriels qui s'étaient déjà attaqué au sujet,

pour stimuler ceux qui étaient moins en avance, sourit Alexandre Lion. Pour identifier les sources, on y va par étapes, en priorisant les fuites les plus importantes, et celles qui concernent les produits les plus dangereux, les "CMR". Il y a des endroits où réduire les fuites ne pose pas ou peu de problèmes, mais sur ces sites complexes, sur des unités chaudes où circule du gaz sous-pression, il faut parfois attendre son arrêt." Le grand arrêt, mis sur pied tous les cinq ans, peut être l'occasion idéale pour résoudre le problème, "sauf si la situation exige qu'on intervienne plus rapidement".

Autres aspects de la meilleure maîtrise des COV, la mesure de leur impact dans l'environnement, qui va être confiée à Atmosud, et enfin la prise en compte des torches. "La torche, c'est un émissaire potentiel de COV, qui sont brûlés dans ce cas. Il vaut mieux une torche qui les brûle, plutôt qu'un rejet invisible dans l'atmosphère. Mais lorsque les combustions ne sont pas parfaites, souvent pendant les incidents, les rejets se produisent quand même. D'où une autre disposition demandée aux industriels, celui de ré-



Alexandre Lion, adjoint au chef d'unité départementale de la Dreal. / PHOTO DR

duire le recours aux torches autant que faire se peut, tout en améliorant leurs caractéristiques."

Commencé depuis des années, ce travail sur les composés organiques volatils va connaître des évolutions marquantes cette année. "C'est un travail sans fin, conclut Alexandre Lion. Année après année, leur maîtrise ira en progressant, en utilisant les meilleures techniques disponibles".

E.G.



Contrôler les fuites diffuses sur un site pétrochimique (ici le complexe de Lavéra), un travail de titan... / PHOTO SERGE GUÉROULT

LES ACTIONS

L'observatoire des cancers devient peu à peu réalité

C'était une demande exprimée de façon récurrente par les élus et associations de la zone Fos-Etang de Berre, qui avaient trouvé avec les conclusions de l'étude Scenarii des arguments pour l'étayer. En février 2019, la décision était prise, et annoncée : oui, un recensement des cancers de la zone Fos-Etang de Berre allait bien être lancé.

Deux ans plus tard, les travaux de ce qui sera l'observatoire départemental des cancers, ont avancé, pas aussi vite que prévu puisque les parties prenantes, "Santé publique France" notamment, ont été mobilisées pour gérer la crise sanitaire. Il ne s'agira pas d'un "registre des cancers" comme il en existe d'autres en France, mais d'un outil configuré spécialement pour la zone Fos-Etang de Berre, où 300 000 habitants vivent à proximité de sites industriels géants.

"Le futur observatoire se basera en partie sur l'historique de "Révéla 13", un projet pilote lancé en 2012 pour étudier les cancers du rein et de la vessie, ainsi que les leucémies aiguës chez l'adulte", indique Maria Criado, ingénieure d'études sanitaires à l'Agence régionale de santé. Au stade de la préfiguration, la future structure s'appuiera sur deux comités, l'un composé d'experts scientifiques, l'autre chargé de faire l'interface avec les élus, les associations, les professionnels de santé. "Le premier, nommé comité d'appui thématique, est présidé par le professeur Béatrice Fervers,



La zone Fos-Etang de Berre bénéficiera dans quelques mois d'un recensement des cancers. / PHOTO FRED SPEICH

cancérologue responsable du département "Cancer et environnement" au centre Leon-Bérard de Lyon. Il s'est déjà réuni trois fois. Le second comité sera bientôt finalisé."

Charge aux experts, tout d'abord, de déterminer les types de cancers qui seront recensés. Ceux de Révéla 13, qui pourraient être rejoints par d'autres pathologies. "Toute la complexité du travail sera d'organiser la remontée des données, poursuit Maria Criado. Celle-ci proviendra de plu-

sieurs structures : les établissements de soins, implantés dans le département, les médecins... À cette échelle tout est encore à mettre en œuvre pour pouvoir, à terme, réaliser des cartographies, et prendre des mesures, de prévention comme de dépistage de formes de maladies qui seraient plus présentes ici qu'ailleurs".

Un autre écueil se profile aussi pour les spécialistes de l'analyse de ces données : déterminer les causes des cancers. "On sait

qu'elles sont multiples. La difficulté, ce sera de faire le lien avec la situation environnementale. Ce qui n'est pas évident. Révéla 13, en analysant les cancers de la vessie, avait mis en avant le rôle du tabagisme. Mais en comparant deux groupes de sexe différents, on s'est aperçu que chez les hommes, ces cancers étaient aussi dus à leur exposition aux polluants. Chez les femmes, c'est plutôt le tabagisme qui était en cause."

E.G.



Le tabagisme est aussi l'une des causes prises en compte dans l'évaluation des risques de cancers.

/ PHOTO CYRIL SOLLIER

À LONG TERME

Longtemps réclamé, aujourd'hui sur les rails, l'observatoire ne produira pas ses premières données avant plusieurs mois. Mais l'enjeu est de taille, puisqu'il permettra d'affiner les connaissances sur les substances les plus cancérigènes, et donc d'agir pour en diminuer les quantités émises par divers facteurs, industrie et transport notamment. Dépistage plus ciblé, sensibilisation des médecins libéraux, prévention auprès du grand public en seront quelques effets.



Maria Criado, ingénieure d'études sanitaires au sein de l'Agence régionale de santé.

Un territoire de contrastes



LES ACTIONS

De nouveaux sites de mesure de la qualité de l'air

Mesurer la qualité de l'air, c'est la mission d'Atmosud, dans l'ensemble de la région Paca. Longtemps connue à Martigues sous le nom d'Airfobep, l'association est basée pour le secteur Fos-Étang de Berre sur la colline qui domine la ville, à côté de la chapelle de Notre-Dame de la Miséricorde. De là-haut, la vue embrasse l'ensemble de la zone, avec ses industries, ses routes ou encore ses poumons verts et bleus.

Organisme agréé par les ministères, organisé sous forme associative, Atmosud est un contributeur naturel du dispositif "Réponses". Avec une quinzaine d'actions mises en place depuis deux ans, elle émet un avis d'expert sur la qualité de l'air, dont les mesures viennent de s'enrichir de l'implantation de nouveaux capteurs, dans les quartiers les plus affectés. "En fonction des bassins de vie et des régimes de vent, et en tenant compte aussi des remarques des habitants, nous sommes amenés à installer de nouveaux sites de mesure, indique Sébastien Mathiot, chargé d'action territoriale pour les Bouches-du-Rhône à Atmosud. Cela peut commencer par une installation temporaire d'un an, qui deviendra définitive si les mesures nous en ont fait percevoir la pertinence."

Parallèlement, des sites peuvent être redéployés si les connaissances le justifient. "À Port-de-Bouc, on s'est rendu compte que le site de mesure de La



Des bureaux d'Atmosud, à Martigues, une vue à 360° sur la zone Fos-Étang de Berre.

/PHOTO FRANCK PENNANT

Lègue rendait bien compte de la situation de la ville. Pareil à Fos, où celui du site de l'Hauture en donne une image fiable". D'où des changements d'implantation, avec comme guide "là où les gens vivent, là où les habitats sont concentrés. Avec des situations particulières que nous avons identifiées depuis longtemps: Lavéra, c'est peut-être 2000 habitants "seulement", mais chacun comprendra que l'endroit, à proximité de la plateforme pétrochimique mérite une surveillance particu-

lière." De nouveaux polluants peuvent aussi être mesurés aujourd'hui. C'est le cas des particules ultra-fines, au danger avéré: plus ces particules sont fines, plus elles peuvent pénétrer dans l'organisme humain, jusqu'aux poumons notamment. Quatre sites sont désormais opérationnels à Port-Saint-Louis, Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc et à Rognac, depuis rejoints par un autre à Marseille. "Quatre sur la zone Fos-Étang de Berre, un à Marseille, nous allons pouvoir mesurer au quotidien l'impact de ces "PUF". En sachant d'ores et déjà que les grandes agglomérations urbaines, où la circulation est dense, seront concernées." Des premiers résultats ont été mesurés en mars, à l'issue du premier trimestre, mais c'est au bout d'un an que les comparatifs pourront être relevés, "en prenant en compte la moyenne des sites. Les sources industrielles contribuent à l'émission de ces particules, mais les transports aussi. C'est pour cela qu'avec les régimes de vent, plus sensibles autour de l'étang qu'à Marseille, les niveaux y sont pour l'heure moins élevés."

Toutes les données d'Atmosud sont disponibles sur le site inter-



Sébastien Mathiot, chargé d'action territoriale Bouches-du-Rhône Atmosud.

net de l'organisme. Encore faut-il comprendre le langage technique qui y est employé. "Je sais que c'est un site complexe, mais au moins, la donnée est accessible. Nous mesurons désormais un peu plus de 80 polluants. Mais sur les particules ultrafines, les choses sont désormais en place. Nous avons passé le temps nécessaire à choisir les bons appareils, à mettre en place ces mesures. Désormais, nous sommes en place."

E.G.



Des capteurs implantés dans toute la région permettent de mesurer plus de 80 polluants.

/PHOTO ATMOSUD

LE SUIVI DES ASSOCIATIONS

René Tassy (Eco-Relais): "Nous sommes l'aiguillon"

Le suivi du dispositif "Réponses" est assuré depuis son lancement par plusieurs associations, regroupées au sein d'un comité de suivi du plan d'action, qu'elles pilotent elles-mêmes. Émanation du comité de pilotage (Copil), il suit l'avancée du plan d'actions, questionne sur la pertinence des actions et en améliore l'intelligibilité pour les internautes. Ouvert aux bonnes volontés, ce groupe est, selon René Tassy, président de l'association "Eco-Relais- Côte Bleue" et représentant des associations au sein du Comité de pilotage "l'aiguillon de ce dispositif. Mais on est là pour travailler, il faut prendre de son temps pour s'intéresser à toutes ces thématiques".

Et il souhaite d'emblée écarter la méfiance, voire la suspicion, qui pourrait affecter ce travail d'intérêt. "Si je voulais caricaturer, je dirais qu'au début, on ne voulait pas se faire avoir". Et que, face aux engagements des divers partenaires du SPPPI, nous voulions garder le contrôle sur la manière de procéder". Deux ans plus tard, le constat est là: "On n'est pas là pour dire que tout va bien, ni faire de la communication. Mais nous avons envie que le processus fonctionne dans le temps, que les actions produites correspondent à de véritables attentes, et qu'elles soient compréhensibles par le grand public."

Si deux associations viennent de rejoindre le groupe (FNE et l'Étang Marin, alors que l'ADPLGF de Fos vient de le quitter), c'est bien pour



Les associations abordent le sujet dans un groupe de suivi du plan d'action.

/PHOTO DR

compléter et enrichir cette concertation. "Les associations travaillent sur le processus, les citoyens sont importants pour nous garder d'un fonctionnement qui serait trop hors-sol. Avec des réunions tous les deux mois, des indicateurs, nous avons dès le début envie que les actions s'enchaînent."

Celles-ci sont communiquées par des "fiches actions" diffusées sur le site internet de Réponses. "Là aussi, même en visio, nous nous penchons sur les textes fournis par les industriels. L'impératif, c'est qu'ils soient compréhensibles

par le grand public. Nous en faisons ainsi lecture, avant de rendre un avis collégial".

C'est ainsi que les actions (sur un total de 120, 88% des actions inscrites au plan sont lancées dont 35% ont obtenu des résultats pour l'année et vont être renouvelées, 43% sont en cours et 10% sont soldées) trouvent un prolongement concret, que les particules ultra-fines ou les composés organiques volatils (lire pages 6 et 7) peuvent être mieux connus du grand public. Encore faut-il avoir l'envie de faire progresser l'infor-

mation sur le sujet, ce qui est le cas des associations partenaires, motivées pour faire avancer les connaissances.

"Tout cela donne des résultats concrets, mais il faut en soigner autant le fond que la forme, poursuit René Tassy. Que les industriels décident d'un investissement, c'est bien, que la Dréal publie une nouvelle réglementation aussi. Mais il faut que leurs réponses soient compréhensibles. Le travail des associations est important pour asseoir la pertinence de la démarche."

E.G.



Les associations sont attentives au suivi du plan d'action.

/PHOTO DR

"ÇA N'EMPÊCHE RIEN"

Être partenaire associé au dispositif Réponses a-t-il des conséquences sur d'autres sujets? "Pas du tout, répond René Tassy. Nous gardons notre liberté d'action dans le cadre d'autres dossiers, ça ne gêne pas le travail en parallèle sur d'autres dossiers, comme la vétusté des installations de certains industriels. Être associé à ce dispositif pertinent, ça n'empêche rien."



René Tassy, président de l'association Eco-Relais Côte bleue.

/PHOTO DR

LA QUALITÉ DE L'AIR

La pollution de l'air décryptée par Atmosud

La pollution de l'air, vous en avez entendu parler lors des épisodes de pollution ou vous avez vu des panneaux routiers indiquant de lever le pied pour réduire les émissions de polluants. Malheureusement, elle n'est pas présente seulement quelques jours par an ; elle est là au quotidien. Atmosud en explique les principales caractéristiques.

QUELLES SONT LES DIFFÉRENTES POLLUTIONS DE L'AIR ?

Chaque activité humaine générale, dans l'air ambiant, des polluants en plus ou moins grandes quantités et ces polluants sont différents selon la source d'émission. Les sources de pollution sont nombreuses. Certaines sont bien connues, comme les sources de pollution extérieure : trafic routier, activité industrielle, ou intérieure (fumée de tabac, utilisation de produits de bricolage...) Et d'autres moins connues comme les pesticides, les pollens et les nuisances olfactives, considérées comme une pollution au sens de la gêne occasionnée. La qualité de l'air que nous respirons dépend de la quantité de polluants émis et des conditions météorologiques qui les dispersent plus ou moins. De plus, les gaz à effet de serre émis par de nombreuses activités humaines influent sur le climat.

Ainsi, il est important de garder



Les transports génèrent aussi des émissions polluantes, à côté de l'industrie et de sources diverses.

/ PHOTO SERGE GUÉROULT

en mémoire que l'air a de multiples facettes : odeurs, air extérieur des différents environnements (urbain/rural, proximité de sources...) mais aussi air à l'intérieur des bâtiments ou modes de transports confinés (tunnel, métro, voiture...).

QUELLES SONT LES SOURCES DE POLLUTION LES PLUS FRÉQUENTES ?

La combustion (véhicules, chaudières industrielles et résidentielles, chauffage au bois, ma-

chines, brûlages de déchets végétaux...) est une réaction chimique à l'origine de nombreux polluants : les oxydes d'azote, le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone, les particules fines ; pour citer les plus connus. Outre leurs effets directs sur la santé, ils entraînent des processus chimiques en chaîne : ozone, gaz à effet de serre. Les émissions de poussières (exploitation de carrières, activités agricoles, usure des routes, des pneus et des plaquettes de freins, envolements de poussières miné-

rales...) produisent des mises en suspension de particules fines qui s'ajoutent aux autres sources.

Les fuites fugitives et les évaporations, notamment de composés organiques ou de carburants, peuvent être présentes sur tous les sites industriels, mais également les réservoirs des véhicules et des chaudières. L'évaporation des composés organiques présents dans les produits de bricolage ou de ménage et dans les matériaux de construction sont également une source de pollution significative à l'intérieur des bâtiments.

SOURCE DE POLLUTION EXTERIEURE ET INTERIEURE

L'air extérieur ne peut être dissocié de l'air intérieur. Nous respirons 15 000 litres d'air en moyenne par jour, où que nous soyons. Cet air est composé d'environ 78 % d'azote, 21 % d'oxygène et 1 % de gaz divers dont des composés émis par l'Homme. Les polluants représentent moins de 0,05 % de la composition de l'air, mais cette fraction, si faible puisse-t-elle paraître, peut avoir un impact important sur la santé et les écosystèmes. Voies respiratoires, bronches, cœur : les polluants franchissent les barrières de défenses naturelles avec de multiples conséquences sur la santé.

Source : atmosud.org

LES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Scenarii, l'étude qui a permis une prise de conscience

Depuis 2017, plusieurs études documentent l'impact de la pollution sur la santé humaine.

Scenarii : c'est la seule analyse par "voie officielle", qui a été rendue publique le 17 janvier 2018. Conduite par Air Paca, (devenue Atmosud), association agréée par le ministère de l'Environnement, elle a fait clairement un lien entre la pollution du pourtour de l'étang de Berre et les risques sanitaires pour sa population. L'association a avoué un "état de santé fragilisé". Sur 66 communes de l'ouest du département, le travail a mis en évidence quatre polluants, "qui nécessitent une atten-

tion particulière des pouvoirs publics" : les particules diesel, benzène, butadiène et dichloroéthane.

Fos-Epseal : En mars 2017, l'étude franco-américaine Fos Epseal conduite par une équipe de chercheurs universitaires concluait qu'à Fos et Port-Saint-Louis, les habitants étaient plus malades de cancers, de diabètes et d'asthme. Un an après, l'État admet qu'elle amène "des nouvelles perspectives, comme des hypothèses de travail pour de futures études".

ADPLGF : En février 2018, l'étude menée par l'Association de défense et de protection

du littoral du golfe de Fos (ADPLGF) de Daniel Moutet avait pointé 7 aliments AOC produits localement qui seraient plus contaminés par des polluants que la moyenne nationale. Le préfet est monté au créneau considérant "une méthodologie qui ne permet pas de donner une information rigoureuse et objective".

Index : en mai 2018, l'étude Index portant sur le sang et l'urine de "cobayes" en deux zones (Fos VS Saint-Martin de Crau et Mouriers). Dans trois cas sur 50, des habitants de Fos présentent une surimprégnation de certains polluants.

LA PARTICIPATION CITOYENNE

"Les débats du panel sont à la portée de tous"

Associer les citoyens, dans leur grande variété, tel était l'objectif du panel né lors du premier processus de concertation, il y a deux ans. Une soixantaine de citoyens volontaires ont ainsi rejoint dès le début le panel citoyen, ancré sur le territoire concerné.

Ce groupe référent a ainsi suivi le déroulé de la concertation en étant attentif à la conduite et à la fidélité du rendu de la concertation. Pour cette année 2021, le dispositif Réponses souhaite favoriser une meilleure connaissance de ses enjeux. Une nouvelle campagne de recrutement a été lancée en avril afin d'intégrer de nouveaux membres. Une trentaine de personnes font désormais partie du Panel citoyen "Réponses 2021". Parmi eux, Murielle Gouyon, qui se définit elle-même comme "la candide de service". Membre du premier panel comme du second, elle s'est intéressée à la question de la pollution et de ses effets sur la santé après avoir été invitée à une réunion.

"Très concret"

"Moi qui suis originaire de l'Allier, j'ai découvert en arrivant ici ce fameux nuage jaune que l'on distingue souvent lorsqu'on approche de Fos. Et les odeurs aussi, qui remontent parfois jusqu'à mon domicile. La première réunion, à Martigues, j'y suis allée par curiosité, en ayant peur que ce soit très technique, rébarbatif. C'était tout l'in-



Une réunion du panel citoyen en février 2020 (avant la pandémie).

/PHOTO DR

verse: très concret, à la portée de tous." De fil en aiguille, d'une réunion à l'autre cette "citoyenne lambda" s'est prise au jeu. "Au fur et à mesure des rencontres, nous avons été amenés à donner notre avis sur de nombreux sujets, comme la rédaction des "fiches actions", ces fameuses réponses apportées aux problématiques posées. Ce qui est aussi intéressant, c'est de comprendre qui fait quoi, de rencontrer les représentants des administrations et des entreprises.

Comprendre ce que c'est Atmosud ("que beaucoup ici appellent encore Airjobep, son ancien nom"), ce que fait la Dreal, le rôle du SPP-PI... Au début, j'y perdais un peu mon latin! Tout ça, c'est finalement très intéressant".

Et réclame un investissement personnel qui n'est pas démesuré. "C'est tout à fait gérable pour moi, en fonction de mes impératifs. Surtout, ça permet de mieux comprendre la situation. Plutôt que de se râler, seul dans son coin, comprendre ces phénomènes, c'est préférable. Ça n'empêche pas de râler, mais au moins en étant plus avancé sur ce dossier."

Se familiariser avec les sigles des administrations, avec les spécificités de chaque usine, avec l'impact d'activités aussi diverses que l'industrie ou les transports routiers, c'est ce que sa participation a apporté à Murielle Gouyon. "J'ai surtout compris que la qualité de l'air, c'est un problème plus complexe qu'il n'y paraît. Bien plus complexe, même, si on ajoute l'aspect économique, l'aspect politique... Sur mon trajet professionnel, qui m'amène à Arles, je peux autant voir les émissions des usines que l'importance du trafic

des poids lourds. Deux causes majeures, dont on sait qu'elles ont un impact sur l'environnement, et partant sur notre santé."

Mieux maîtriser le sujet tout en échangeant avec tous les intervenants concernés par la question, c'est ce qui a conduit Murielle Gouyon à participer de nouveau au panel, dans sa version relancée en avril dernier. Pour cette passionnée de rugby, de quoi transformer l'essai, en quelque sorte.

E.G.



La première réunion du panel citoyen de l'année 2021 s'est déroulée en visio.

/PHOTO DR

DEUX OBJECTIFS

Après un premier panel citoyen créé lors du lancement du dispositif "Réponses", un deuxième a été monté pour continuer à impliquer les volontaires dans le suivi de ces questions liées à la santé et à l'environnement. Deux objectifs leur ont été assignés : favoriser une meilleure connaissance et l'appropriation du dispositif "Réponses" par tous les habitants, et impliquer davantage de citoyens au cœur du dispositif.

DEPUIS FIN 2018

Plus de deux ans d'actions pour favoriser la concertation

Un an entre le lancement du projet et ses premières actions. Pour sa première année, "Réponses" avait dès 2019 relevé un sacré challenge, celui de restaurer le dialogue entre diverses parties prenantes qui avaient perdu l'habitude d'échanger. Au scepticisme d'origine avait succédé un réel intérêt, né en partie de rencontres sur le terrain ; durant le premier temps de la concertation, dix micros-trottoirs dont trois à l'entrée de sites industriels, huit ateliers avec les associations et quatre réunions publiques avaient permis de recueillir les attentes de la population riveraine de l'étang de Berre.

Devant le restaurant d'entreprise de la plateforme pétrochimique de Lavéra, des salariés avaient ainsi été invités à faire part de leurs sentiments sur le sujet. Un public averti, forcément, qui n'avait pas les mêmes attentes que le grand public rencontré lors d'autres échanges, qui s'étaient succédés lors du premier semestre 2019.

Après ces premiers temps arrivait à l'automne 2019 le moment le plus attendu, celui de la détermination du premier plan d'actions. Après un an de travail, une restitution de l'ensemble du projet avait été organisée à Martigues le 12 décembre 2019, en présence de 200 personnes, grand public et acteurs du territoire compris. Et les premières actions avaient été annoncées, au-



Lors des premiers temps de la concertation, au premier semestre 2019.

/PHOTO DR

tant dans le domaine de l'information que dans les procédés mis en œuvre par les industriels. Depuis, plusieurs de ces actions sont devenues réalité, présentées en ouverture de ce supplément : "allô industries", l'observatoire des cancers, les arrêtés préfectoraux d'un nouveau genre sur les COV... "Le suivi des actions, c'est le cœur du réacteur de Réponses", commente Gwenaëlle Hourdin, secrétaire générale du SPPPI. Celui qui donne et donnera toute sa

crédibilité au processus. Un cœur qui n'a pas ralenti, avec l'année 2020, même si la pandémie a transformé les organisations de réunions en autant de séances de visio.

Et c'est de nouveau en fin d'année dernière que 20 nouvelles actions ont été annoncées, portant leur total à 127 depuis le lancement du projet, devenu "dispositif" lors de sa deuxième année.

En deux ans d'actions, entre rencontres sur le terrain, forums,

réunions thématiques, réunions du panel citoyen, suivi des associations, réflexions du comité de pilotage, et communication auprès du grand public, le dispositif "Réponses" s'est fait un nom dans le traitement des dossiers liés à la pollution et à ses origines diverses. Les jours qui viennent, avec la relance des rencontres sur le terrain (*lire en dernière page*), permettront d'asseoir encore davantage sa pertinence.

E.G.



En novembre 2019, des ateliers organisés au cinéma Le Palace, à Martigues.

/PHOTO A.L.



Les micros-trottoirs devant les sites industriels ont permis de recueillir l'avis des salariés.

/PHOTO DR

ZOOM SUR LE SECRÉTARIAT PERMANENT POUR LA PRÉVENTION DES POLLUTIONS INDUSTRIELLES

Le SPPPI Paca a innové avec le dispositif "Réponses"



Le SPPPI Paca est de faciliter, coordonner et piloter cette démarche inédite, via des forums et réunions thématiques.

/PHOTO DR

Le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) PACA est le seul outil de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement et la santé, sur la région PACA. Créé il y a 40 ans sur le territoire fortement industrialisé de Fos-sur-Mer, son expérience profite aujourd'hui à toute la région. Grâce à son fonctionnement collégial, tous les acteurs (Associations, collectivités, État & établissements publics, industries et salariés) contribuent à mutualiser les savoirs et identifier les attentes ainsi que les pistes de solutions. Son rôle, dans le projet Réponses, est de faciliter, coordonner et piloter la démarche.

Grâce à son fonctionnement collégial, tous les acteurs (Associations, Collectivités, État & établissements publics, Industries et Salariés) contribuent à mutualiser les savoirs et identifier les attentes ainsi que les pistes de solutions.

Le SPPPI a pour objectif de traiter des questions d'environnement industriel, c'est-à-dire de toutes les activités générées par l'industrie pouvant être facteurs de risques et de nuisances pour

les hommes, les biens et les milieux naturels, qu'il s'agisse de risques à court, moyen ou long terme.

Le SPPPI a pour vocation de constituer un cadre d'échanges et de contribuer à la concertation locale entre les différents acteurs, à travers deux principaux types d'actions : la réalisation d'études et la mise en place d'actions concrètes, ainsi que le partage d'informations. Il favorise l'émergence d'objectifs et une culture partagée autour du risque et du développement durable entre les acteurs, en respectant la diversité des représentations et des avis. Il facilite l'accès des citoyens, associations, collectivités et représentants des administrations responsables d'entreprises et salariés aux connaissances techniques et scientifiques qui fondent ses réflexions et décisions. Les SPPPI s'intéressent à l'ensemble des problèmes d'un territoire et pas uniquement aux rejets polluants et aux phénomènes dangereux, mais aussi aux effets sur les enjeux humains, économiques, écologiques. Les SPPPI abordent tous les thèmes qui visent à protéger les populations, les écosystèmes...

Après plusieurs décennies de fonctionnement informel, la DRIRE (devenue DREAL aujourd'hui) qui en assurait le secrétariat technique, avait constaté un essoufflement du SPPPI. Une profonde transformation du SPPPI a suivi. Aujourd'hui, le SPPPI est devenu une association loi 1901. Sans présidence, son bureau et son conseil d'orientation sont composés des représentants des associations, des collectivités locales, des industriels, des syndicats et de l'État. Cette gouvernance collégiale en fait un cas original dans le paysage français..

Dans les années soixante-dix, sur l'exemple du SPPPI Fos-Berre (premier SPPPI de France), des structures de concertation similaires émergent dans les bassins industriels de France. Le quinzième SPPPI (qui signifie maintenant "Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles") voit formellement le jour en 2010 dans le bassin grenoblois.

Avec "Réponses", le SPPPI sort de son champ d'intervention habituel (la concertation entre les acteurs du territoire) pour se saisir de façon innovante de la question "Santé-Environnement" directement avec les populations.

En effet, suites à différentes études publiées en 2017 (cf page 12), un climat de tensions, d'inquiétudes et de préoccupations s'installe sur l'Etang de Berre. Les acteurs du territoire ont souhaité se saisir à bras-le-corps de cette question de l'impact sanitaire des pollutions environnementales et le faire de façon collégiale. C'est ainsi qu'a émergé au sein du SPPPI la volonté d'entrer en dialogue direct avec les populations locales. En initiant le projet Réponses, les acteurs (État, collectivités, industriels, salariés, associations) ont souhaité recueillir les attentes des populations, expliquer leurs actions actuelles et apporter des réponses concrètes là où il n'y en avait pas encore. Le rôle du SPPPI, dans ce projet, est de faciliter, coordonner et piloter cette démarche inédite. Les acteurs, quant à eux, se sont mobilisés pour répondre aux attentes des populations de façon collégiale. Cette collégialité permise par le SPPPI est à la fois un mode d'action inédit et une exigence forte du projet.

Suivie de près par les autres SPPPI de France, cette démarche pourrait être dupliquée sur d'autres territoires.

La Provence

Le calendrier des prochaines rencontres



Mercredi 19 mai
Rognac
Marché

Vendredi 21 mai
Châteauneuf-les-Martigues
Marché
Martigues
Parking du magasin Auchan
Parc Figuerolles

Samedi 22 mai
Miramas
Nature en fête

Dimanche 23 mai
Vitrolles
Marché

Mardi 25 mai
Istres
Marché
Parcs St-Catherine et Guelfucci

Samedi 29 mai
Ensuès-la-Redonne
Marché

Dimanche 30 mai
Port-de-Bouc
Marché

Vendredi 2 juin
Saint-Mitre-les-Remparts
Marché
Fos-sur-Mer
Grande plage
Parc de la Mairie

Jeudi 3 juin
Miramas
Marché

Vendredi 4 juin
Grans
Marché
Parc Mary Rose

Samedi 5 juin
Saint-Chamas
Marché

Dimanche 6 juin
Martigues
Marché

Mercredi 9 juin
Le Rove
Près des calanques
Marignane
Parc Ferrage

Vendredi 11 juin
Port-de-Bouc
Parking du magasin Carrefour
Saint-Victoret
Parking du magasin Casino

Samedi 12 juin
Sausset-les-Pins
Port et plage du centre-ville
Châteauneuf-les-Martigues
Parking du magasin Carrefour

Dimanche 13 juin
Gignac-la-Nerthe
Marché

Mercredi 16 juin
Vitrolles
Parking du magasin carrefour
Berre l'étang
Parcs Henri Fabre et Maurin

Vendredi 18 juin
Carry-le-Rouet
Marché

Samedi 19 juin
Marignane
Marché

Dimanche 20 juin
Berre l'étang
Marché

Mercredi 23 juin
Port-Saint-Louis
Marché

Samedi 26 juin
Fos-sur-Mer
Marché

Dimanche 27 juin
Sausset-les-Pins
Marché

Mercredi 30 juin
Hôtel Ariane,
Fos-sur-Mer
Forum d'échanges





On les a tous vu... Ces dégagements de fumées des usines près de l'Etang de Berre. Peut-être que ça vous inquiète. Et bien le SPPPI est là pour vous aider. Il lance le dispositif "Réponses". Il s'agit de répondre justement aux questions des habitants des 20 communes autour de la zone. C'est ce que nous dit Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI.

Jusqu'au 30 juin, vous trouverez les agents du dispositif réponses un peu partout autour de l'étang de Berre sur tous les lieux de vie, les parcs, les plages, les ports et aussi les marchés.

[RADIO CAMARGUE]



Gwenaëlle Hourdin : " Le dispositif REPONSES vient à votre rencontre "

SANTÉ ⌚ 25/05/2021 À 13H00

⌚ 00:35



G. Bardone



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

Un dossier prioritaire dans la région celui de la lutte contre la pollution atmosphérique.

Depuis 2019 le dispositif "Réponses" tente au travers d'un comité de pilotage de mettre autour de la table. Institutions, industriels, acteurs de santé et surtout habitants de l'Étang de Berre. 1ers concernés par le phénomène.

Depuis quelques jours et jusqu'à la fin Juin, les émissaires de cette structure vont venir à la rencontre des riverains en arpentant les différentes communes du secteur.

L'objectif est de recueillir leurs attentes et tenter de répondre à leurs questions.

Gwénaëlle Hourdin en est la déléguée générale et notre invitée aujourd'hui sur Maritima face à Guillaume Bardone.



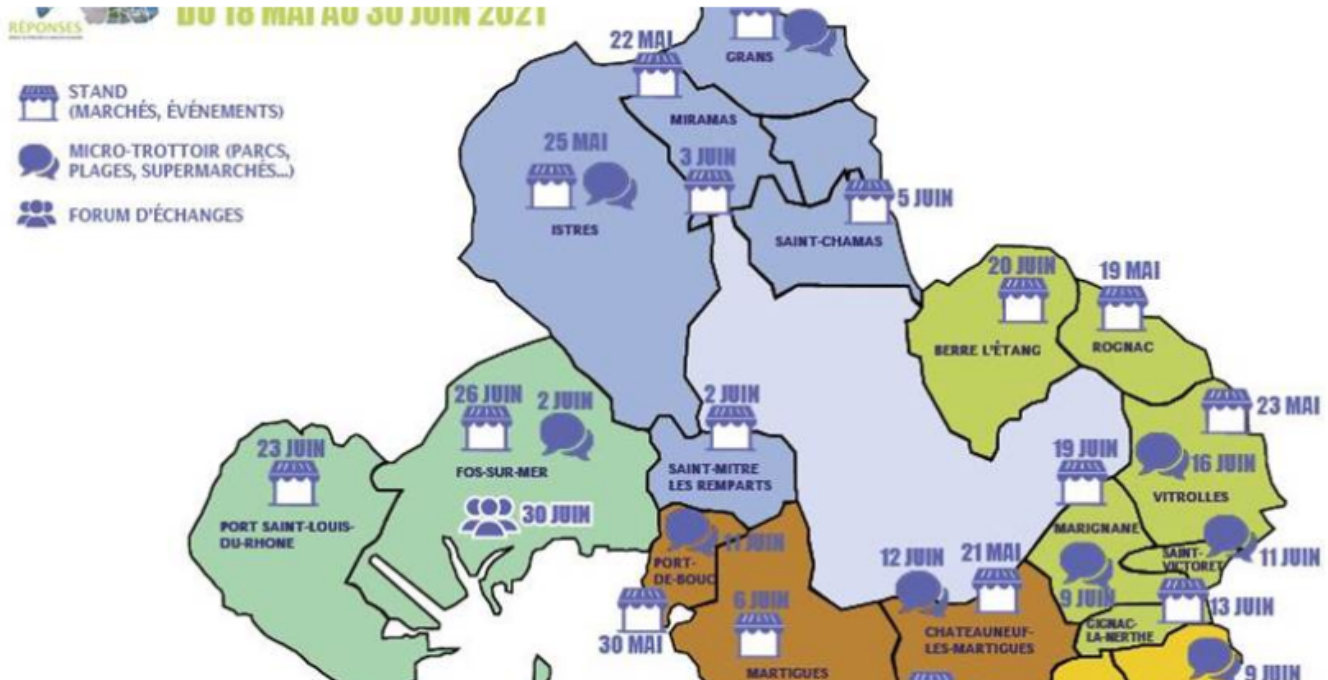
Qualité de l'air : Réponses vient à la rencontre des habitants demain à Fos

ENVIRONNEMENT

🕒 01/06/2021 À 17H30

🕒 00:57

RÉPONSES DU 10 MAI AU 30 JUIN 2021



1/1

Qualité de l'air : Réponses vient à la rencontre des habitants demain à Fos



N. Boucenna



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

Mis en place il y a deux ans par le SPPPI (Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles) PACA, avec de nombreux partenaires locaux, le dispositif Réponses est un projet collégial et citoyen créé pour répondre ainsi aux attentes des populations sur la qualité de l'air. En juin, Réponses ira à la rencontre des Foséens pour diffuser les résultats des actions menées mais aussi recueillir des avis et propositions

A Fos-sur-Mer, vous pourrez découvrir les résultats des actions menées, donner votre avis et faire des propositions **demain, mercredi 2 juin**, sur la grande plage et au parc près de l'Hôtel de ville, ainsi que le samedi 26 juin sur le marché. A noter que **le samedi 30 juin**, un forum d'échanges est également prévu à l'Hôtel Ariane de Fos-sur-Mer. (planning prévisionnel sous réserve de modifications selon l'évolution de la situation sanitaire et des mesures en vigueur).

221880

EN PROVENCE.
ON PARTAGE TOUT
Même le prix de vos découvertes!

100€ offerts,
à dépenser
chaque
semaine

Inscrivez-vous sur
myprovence.fr
et recevez tous de suite 10 boîtes d'habitat sur votre table!

MAIRIE
MARTIGUES
PROVENCE

BOUCHES
DU RHÔNE

PROVENCE
TOURISME

La Provence

N° 8753

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

Mardi 1^{er} juin 2021

Football Deux pages d'entretien

La bulle sanitaire, Benzema, les gardiens, le choix des 26, sa place dans l'Histoire du foot français...

Deschamps franc-jeu

À 24 heures d'un match amical contre le Pays de Galles, à Nice, et deux semaines avant de débiter l'Euro face à l'Allemagne, le sélectionneur des Bleus s'est longuement confié à "La Provence". Déterminé /PHOTO FRANCK FIFE - AFP P.2 & 3



LA CAMPAGNE OFFICIELLE EST LANCÉE

Régionales: 19 jours de bataille avant le 1^{er} tour P.1



/PHOTO NICOLAS VALLAURI

LE BILLET

Gagneur

Par Mario ALBANO

Le snobisme existe aussi en football. Il consiste, en France, à déprécier, à mépriser l'équipe de France "de Deschamps", sous couvert de purisme et d'amour du "beau football". On peut effectivement préférer le "tiki-taka" de l'Espagne de la dernière décennie, qui se faisait des millions de passes pour gagner 1-0.

Quand il rappelle que son équipe a marqué quatre buts en finale de la coupe du monde (ce n'était plus arrivé depuis le Brésil de 1970) et quatre en huitièmes contre l'Argentine de Messi et Sampaoli, Didier Deschamps sourit de toutes ses nouvelles dents. Légèrement chambreur. Pas pour ses adversaires sur le terrain, qu'il respecte toujours, mais pour ses contempteurs.

Il reconnaît que c'est peut-être facile pour lui de prétendre qu'il ne s'attache pas à son propre tableau d'honneur, au fait qu'il puisse devenir le premier à gagner l'Euro après la coupe du monde comme entraîneur, vingt et un ans après l'avoir accompli comme joueur. Mais il reste une réalité: le 15 juin, quand la France va défier l'Allemagne à Munich, avant d'en faire de même avec la Hongrie et le Portugal à Budapest, il sera le seul dans ce cas.

Pas toujours gagnant, mais toujours gaineur. Parce que victoire, n'en déplaie aux pseudo-romantiques, n'est pas un gros mot...



Meurtre à Langevin

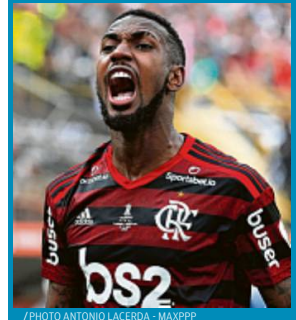
MARTIGUES Les élèves de première - spécialité physique - ont mis leur casquette d'enquêteur, hier, afin de retrouver un assassin imaginaire. Pour une captivante "murder party". /PHOTO R.M. P. 5

SOCIÉTÉ

1200 policiers suicidés en 25 ans P.11

FOOTBALL MERCATO

Gerson à l'OM, une question d'heures? P.23



/PHOTO ANTONIO LACERDA - MAXPPP

COVID-19

Objectif 30 millions de vaccinés le 10 juin P.11

QUALITÉ DE L'AIR

Le dispositif "Réponses" poursuit sa tournée P.4



/PHOTO "LA PROVENCE"

Avec ce journal

- Pastis et liqueurs retrouvent des couleurs
- Pernod Ricard plus provençal que jamais
- Xavier Jaravel, prix du meilleur jeune économiste
- Élodie García, entrepreneur au tableau d'honneur

10 pages
100 % éco



DÉPARTEMENTALES CANTON DE BERRE

Frate-Inaudi, une union communiste et écolo P.7



/PHOTO CH.R.



PORT-DE-BOUC

Retour à la culture avec "Appel d'Air"

C'est avec une joie non feinte que l'équipe du théâtre le Séma-phore peut enfin proposer une programmation de fin de saison du 1^{er} juin au 8 juillet. Nommée "Appel d'Air", elle va mettre au menu huit rendez-vous, pour tous, dans et hors-les-murs. "Après sept longs mois de fermeture, nous allons enfin pouvoir accueillir de nouveaux spectateurs ! Pour chacun, le désir de renouer avec la vie et la culture est grand, sourit la directrice Laurence Cabrol. Pour ces retrouvailles, nous avons concocté une fin de

saison qui va proposer au public une partie des spectacles que nous avons pu reporter ainsi que de nouvelles propositions."

Les retrouvailles ont lieu aujourd'hui à 19 heures avec la compagnie "Du Jour au lendemain" et son dernier spectacle "La dispute" d'Agnes Régolo, qui pour l'occasion a revisité la fable intemporelle de Marivaux en une version rythmée. Un atelier de pratique avec la metteuse en scène aura lieu dimanche 6 juin de 10 h à 16 h 30.

www.theatre-sema-phore-portdebouc.com/



La compagnie Demesten Titip a présenté "Le sel", sa dernière création, pendant sa résidence. /PHOTO R.C.

SAUSSET-LES-PINS • Une parenthèse bien-être à Matraja.

Quoi de mieux pour un déconfinement que d'organiser une "Semaine du bien-être". Le collège Pierre Matraja a mené des actions autour du principal, Xavier Martel. Avec une sonnerie modifiée et jouant la musique du film culte *American Beauty*, les ci-maises du CDI ont proposé des affiches abordant l'utilité de bien dormir, la gestion du stress et des émotions, des explications sur la qualité de l'air et des conseils pour une bonne hygiène de vie.

Toutes les classes de 6^e ont bénéficié d'une heure de méditation musicale, à travers la découverte de sons, de vibrations régénérantes et apaisantes grâce à des shims indiens, bols tibétains, crotales, et autres carillons. On a aussi appris à connecter cœur et esprit par la respiration en musique, afin d'optimiser la qualité d'écoute, de concentration, et de bien-être. En histoire-géo, les élèves ont découvert les mythes revisités.

Auto-massages étaient au programme des 5^e, avec respiration adaptée en Arts plastiques. En français, les 4^e ont "élaboré des nuages de mots" autour du bien-être. L'EPS a aussi proposé étirements et relaxation, stretching et bien sûr yoga. Sophrologie, massages assis, et shiatsu sur une chaise ergonomique ont aussi été proposés aux adultes, alors que le principal et ses adjointes ont offert aux enseignants et personnels des sachets de lavande et huiles essentielles de circonstance.

À l'heure, mission accomplie et bien-être général. Petits et grands ont eu l'impression d'avoir vécu une tranche de vie improbable dans ce contexte sanitaire.



La méditation musicale était notamment au programme de cette parenthèse dédiée au bien-être au collège Matraja. /PHOTO J.F.B.

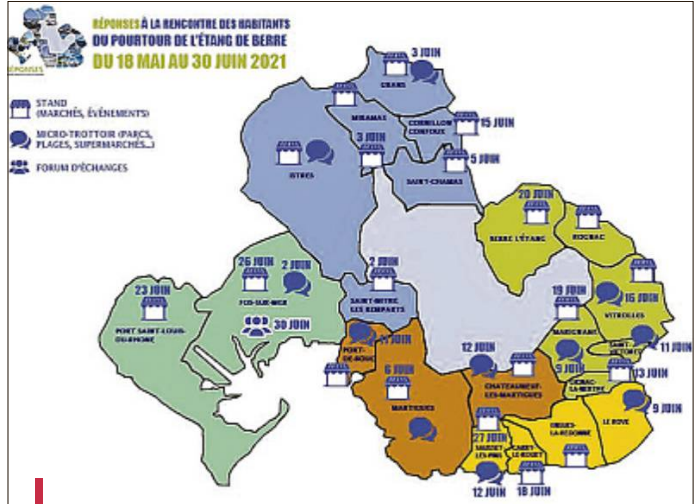
Qualité de l'air : "Réponses" poursuit sa tournée

Le dispositif de concertation sera demain à Saint-Mitre, dimanche à Martigues

RÉduire les POLLUtiNs en Santé Environnement. C'est l'acronyme du dispositif "Réponses", lancé depuis deux ans auprès des 300 000 habitants des 21 communes de l'arrondissement d'Istres avec un objectif, celui de répondre aux questions du grand public, de prendre en main des enjeux multiples, puis de lancer et valoriser les actions entreprises pour lutter contre la pollution. Depuis le 18 mai et jusqu'au 30 juin, une nouvelle phase est lancée. Elle vise à associer de façon plus élargie les citoyens du pourtour de l'étang de Berre pour approfondir la réflexion, renforcer les acquis et dessiner les axes d'amélioration du projet. Mesurer la connaissance du dispositif, évaluer sa confiance, relever de nouvelles attentes, ce sont les trois buts de cette série de rencontres qui feront étape demain sur le marché de Saint-Mitre, dimanche sur celui de Martigues, avec entre-temps des étapes toujours demain à Fos, jeudi à Grans et Miramas, etc. (voir l'infographie ci contre).

"Par rapport au lancement du dispositif il y a deux ans, il est certain qu'il est désormais mieux connu, même si c'est encore perfectible, note Gwenaelle Hourdin, déléguée générale du SPP-PI, l'organisme qui mène cette concertation d'envergure. Même s'il s'agit d'un premier ressenti au tiers des rencontres programmées, on constate aussi que les habitants sont en demande d'informations sur l'impact de la pollution sur la santé. Et plus généralement sur les actions réalisées pour améliorer la qualité de l'air qu'ils respirent."

Un changement est aussi en



De nombreuses rencontres sont prévues autour de l'étang jusqu'à la fin du mois de juin.

train de se produire : "chacun a pris conscience qu'il pouvait faire des gestes, à son niveau, pour prendre en compte la préservation de l'environnement. Et ça, c'est nouveau." Comme un tournant dans la prise en compte du climat dans nos comportements quotidiens.

E.G.

Un supplément gratuit de "La Provence" est distribué lors des rendez-vous de "Réponses". Il est aussi consultable en ligne gratuitement sur www.dispositif-reponses.org



350 questionnaires ont déjà été remplis, dont une centaine sur le marché d'Istres. /PHOTO DR

PORT-DE-BOUC

La jeunesse artistique prend son envol à Gagarine

Le Salon d'art contemporain "Hybrid'Art", tremplin de la jeunesse artistique d'ici et d'ailleurs offre jusqu'au 4 juin une rencontre avec l'art. Peintures, sculptures, installations, performances, déclinent sur trois espaces l'édition 2021 accueillie à la salle Yuri Gagarine.

Dans l'espace "Sup'Art", on peut découvrir les travaux de jeunes artistes professionnels des écoles d'art d'Aix et de Marseille, partenaire du centre d'arts plastiques Fernand Léger. Un espace pédagogique dédié aux artistes en herbe port-de-boucains montre le résultat des cours que l'association "Art & Création" a prodigué aux enfants des quatre centres sociaux et du centre de loisir municipal. Enfin, peintres et sculpteurs membres proposent la découverte de leurs nouvelles créations.

Hybrid'art est aussi un salon-concours. C'est ainsi que

parmi les cent vingt artistes locaux, nationaux et internationaux qui avaient participé au concours sur dossier, onze ont été présélectionnés. Juste avant l'ouverture du salon un jury composé de professionnels, des équipes scientifiques du centre d'arts, des membres d'Art & Création et du Comité des "Nouveaux collectionneurs de la ville, ont élu l'artiste "Coup de Cœur". Il s'agit d'Anne Touquet. Cette dernière a reçu une prime de 1 500 euros ainsi qu'un droit à parution dans la revue artistique "Point contemporain". L'une de ses œuvres restera à Port-de-Bouc.

L'édition 2021 a été aussi l'occasion pour Laurent Belsola, maire, de rendre hommage à deux artistes membres de l'association "Art & Créations", Vincent Sarrazin et Francis Olive (voir en encadré). Quelques-unes de leurs œuvres sont présentes sur le salon.



Pour respecter les mesures sanitaires, les organisateurs avaient opté pour des visites de l'exposition guidées et sur rendez-vous.



Anne Touquet (à gauche) devant ses œuvres avec Laure Lamarre Flores, directrice du centre d'arts plastiques Fernand Léger.

Idées SERVICES

Tapissier sur meubles
Matelassier
LE CONFORT À L'ANCIENNE

Fauteuils, canapés tout style
spécialiste rénovation cuir,
cousins, sommier tapissier,
matelas laine/boite/laitex
canapage, rempaillage, tête
de lit

POUR PASSER DANS CETTE RUBRIQUE

04 42 93 67 00
contactpub@laprovence-medias.fr

UN HOMMAGE DOUBLE

Vincent Sarrazin

Originaire de l'Estaque, cet artiste à la remarquable finesse a enseigné l'aquarelle à Port-de-Bouc dès les années 1980 au Château Saint-Gobain, participant ainsi à l'émergence d'une énergie créative qui n'a pas quitté ces lieux.

Francis Olive

Sculpteur, modelier, façonneur infatigable, mais également peintre, Francis Olive a été et demeure l'un des artistes emblématiques de Port-de-Bouc. Tout en s'attachant à rendre les arts accessibles au plus grand nombre, il a poursuivi un travail de déconstructions des formes dans un réel ne perdant jamais le lien avec les fantaisies de l'enfance. Il fut à l'initiative de l'association "Art et Créations".

SÉNAS ENQUÊTE P.13

Les gendarmes de Salon stoppent le trafic de stup

228511

LITERIE DECOR

DE PÈRE EN FILS DEPUIS 1985

ZAC DES ÉTANGS - ST MITRE LES REMPARTS - 04 42 44 09 14

VENEZ FAIRE DE VRAIES BONNES AFFAIRES

ANDRÉ RENAULT

Ouvert de 10h à 12h et de 14h à 19h Du lundi au samedi

La Provence

N° 8794

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

Lundi 12 juillet 2021

CAMPIONI!

EURO 2020 Champions, "campioni" dans la langue de Dante. L'Italie est devenue hier soir championne d'Europe de football pour la 2^e fois de son histoire en s'imposant aux tirs au but contre l'Angleterre (1-1 a.p, 3-2 t.a.b.) au stade de Wembley à Londres /PHOTO AFP P.24

SANTÉ COVID-19 CONTRACTÉ À L'HÔPITAL

À Arles, la famille d'une victime veut comprendre P.II

/PHOTO ANGE ESPOSITO

+ Le conseil de défense sanitaire sur des charbons ardents P.III

ÉCONOMIE INTERVIEW
Alexandre Ricard vise la première place P.I



/PHOTO DR / ANTOINE DOYEN

FOOTBALL OM
Mandanda-Lopez: un fauteuil pour deux P.27

CYCLISME TOUR DE FRANCE
Martin, une marche trop haute... P.26

TENNIS WIMBLEDON
Djokovic au niveau de Nadal et Federer P.28

Pollution : extension du domaine de la lutte

ÉTANG Entre le dispositif "Réponses" pour le bilan de ses actions et un nouveau dépôt de plainte qui s'annonce contre l'État, la lutte pour améliorer la qualité de l'air se poursuit. /PHOTO B. SOULIARD P.5

C'est L'ÉTÉ ! EN PROVENCE

REPORTAGE P.3
Abandons d'animaux : l'appel du refuge SPA d'Aix

RENDEZ-VOUS P.2
Dans les allées du marché de Forcalquier

RÉCIT P.39
Lambert Santelli, l'homme qui a volé sur le GR20

DANSE P.33
Angelin Preljocaj, rencontre avec celui qui a mixé Deleuze et Hendrix

/PHOTO SERGE MERCIER

MARIGNANE INTERVIEW
Avant son concert ce soir, Chimène Badi se livre P.8



/PHOTO DR

ON A VU À ORANGE



Roberto Alagna, émouvant Samson P.34

/PHOTO JÉRÔME REY

MARTIGUES



Mobilisation "pour condamner la haine" P.4

/PHOTO P.S.



Accueil / Economie / « Réponses » soulève de nouveaux questionnements

« Réponses » soulève de nouveaux questionnements

Le dispositif de dialogue sur la réduction des pollutions de l'air engrange déjà des résultats... Définir le périmètre d'action du futur Observatoire des cancers n'est pas le moindre de ses défis pour 2021.



J.-C. Barla - Marc Guérin et René Tassy (à gauche), au nom des associations, se disent « vigilants » sur le suivi des actions. Marc Bayard (à droite) souligne les avancées des projets engagés côté industriels.

Les confinements successifs auraient pu démotiver les participants du dispositif « Réponses ». Il n'en a rien été. Conduite sur 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du Golfe de Fos, pour trouver collectivement des solutions de réduction de la pollution de l'air, cette initiative qui visait, fin 2019, la mise en œuvre de 120 actions portées par différents acteurs (collectivités, industriels, associations, services de l'Etat...), s'installe dans le paysage.

A lire aussi | Le dispositif « Réponses » à l'assaut des rejets polluants

La déléguée générale du **Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI)**, **Gwenaëlle Hourdin**, regrette que « *le dispositif n'est pas aussi connu qu'espéré. C'est un travail de longue haleine pour ancrer le dialogue et développer collectivement des outils constructifs et pérennes pour aller encore plus loin* ». Mais elle se réjouit d'une évolution sensible. Dévoilés le 30 juin, les résultats de la nouvelle enquête menée auprès de 1 007 personnes, grâce à un financement de l'Etat, sur des marchés, plages, centres commerciaux... révèle un constat inédit : « *En 2019, les habitants considéraient qu'il appartenait à l'Etat d'agir contre la pollution de l'air, aujourd'hui, ils affirment que c'est le rôle de tout le monde. Cette participation collective donne une garantie au projet lui-même* », assure-t-elle.

Progrès et vigilance

Pour le Comité de pilotage de « Réponses », l'année écoulée a permis d'enregistrer plusieurs progrès. La plateforme d'information Allo Industrie, mise sur pied avec l'appui des industriels, a diffusé une centaine de messages sur des événements touchant des unités (torchages, nuisances sonores, olfactives...), « *les deux tiers par anticipation* », souligne Marc Bayard, l'un des membres de ce comité. Des projets ont débuté sur les émissions de composés organiques volatiles (COV) avec **Atmosud** (structure de surveillance de la qualité de l'air), sur la mesure de l'exposition aux particules fines par des capteurs individuels avec la Métropole (**projet DIAMS**). « *La distribution aux citoyens débutera en septembre* », confie Marc Bayard.

En charge pour les associations du suivi des actions menées, Marc Guérin et René Tassy se disent dans « *une confiance vigilante* » et veillent à ce que chaque fiche-action soit lisible, compréhensible. « *Nous sommes un aiguillon de l'amélioration des projets en comparant l'état d'avancée par rapport à la situation antérieure, même sur les projets de long terme* », insiste Marc Guérin. « *Il reste beaucoup d'efforts de pédagogie à accomplir* », admet le maire de Fos-sur-Mer, Jean Hetsch, heureux néanmoins que des intérêts parfois contradictoires œuvrent à « *une convergence d'action* ».

Crédible dans l'action

Réclamée depuis longtemps, l'instauration d'un Observatoire territorial des cancers en lien avec l'environnement va s'accélérer sur les prochains mois, en associant des médecins-experts. Pour le nouveau **sous-préfet d'Istres, Régis Passerieux**, « *"Réponses" a joué un rôle important pour bien poser le problème, à savoir relier des produits toxiques et des types de cancers sur un environnement déterminé. Cela n'a jamais été fait. Un Comité d'Interface se met en place pour rédiger un cahier des charges co-construit et garantir que tout a été débattu avec des procédures de vigilance* ».

Karine Weiss, professeure en psychologie sociale à l'Université de Nîmes, invitée le 30 juin à exposer son point de vue sur les travaux de « Réponses », souligne l'ampleur du défi.



« *En prenant en compte la parole des citoyens, le dispositif permet d'avancer positivement. Mais les risques pour la santé, on n'en parle pas facilement. Jusqu'où va l'acceptation de vivre et travailler dans un endroit si ça doit rendre malade ? Les agriculteurs peinent à parler de l'utilisation des pesticides... Avec cet Observatoire, il faut donc déjà penser l'après si des liens sont identifiés entre des pollutions et des maladies. Il en va de sa crédibilité. Si on n'agit pas derrière, autant ne pas le faire...* ».



Le dispositif Réponses tente de réconcilier habitants et industriels

ENVIRONNEMENT

🕒 14/10/2021 À 16H56

🕒 01:15



1/1 Le dispositif Réponses tente de réconcilier habitants et industriels



C. Lombard



Partagez cet article



A+ A- 🖨️

Il promettait de réduire les pollutions en santé environnement, plus de deux ans après son lancement, le dispositif Réponses conserve ses ambitions. Objectif : écouter les citoyens et répondre à leurs attentes en matière de qualité de l'air sur le pourtour de l'étang-de-Berre. L'organisme en charge, la SPPI, a fait un point d'étape ce jeudi 14 octobre à l'occasion de la journée nationale de la qualité de l'air.

Le dispositif Réponses, c'est d'abord une ambition, celle de proposer une véritable démocratie participative et de l'appliquer au thème de la qualité de l'air pour les 300 000 habitants des 21 communes du pourtour de l'étang-de-Berre. Pour ce faire, Réponses en appellent aux habitants afin qu'ils expliquent leurs attentes et leurs inquiétudes et qu'ils les fassent parvenir à ceux que l'on appelle les acteurs : industriels, collectivités ou associations. Les consultations passées ont permis, depuis 2019, de mettre en avant plus d'une centaine d'attentes. Exemple : le souhait de voir se "*mettre en place des contrôles réguliers et par un organisme indépendant pour le respect des règles chez les industriels*". Le message est remonté à plusieurs acteurs comme la Dréal qui a fait état de **25 contrôles inopinés de la qualité de l'air au 1er semestre 2020 et de près de 200 inspections**. Et si cette réponse ne vous convient pas, et bien, il faut le dire. C'est prévu. De nouvelles consultations s'ouvrent cet automne. Mais voilà pour que ça marche, il faut donner votre avis. Ce peut-être lors des ateliers programmés fin novembre ou encore sur le site www.dispositif-reponses.org.

FOS-SUR-MER

Lyondellbasell injecte 70 M€ dans son grand arrêt P.4

CHÂTEAUNEUF-LES-MARTIGUES

Un documentaire sur l'histoire du Bolmon P.10

La Provence

N° 889

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

Mars 2021



L'après-Paty À l'école de la liberté d'expression

L'académie d'Aix-Marseille publie un fascicule de 66 pages destiné à aider les enseignants à affronter les débats avec les élèves, lutter contre le communautarisme, la violence et le harcèlement / PHOTO DR P.1

Deux profs marseillais menacés de mort



FOOTBALL OM
La loi du milieu

Guendouzi (photo), Kamara et Rongier ont muselé Lorient dimanche. De bon augure alors que débute une semaine chargée. / PHOTO NICOLAS VALLAURI P.28



NOTRE DOSSIER
L'e-sport marque des points

/PHOTO DR P.2 & 3



Les patous mis à l'index ?

ALPES Avec la multiplication du nombre des chiens de protection des troupeaux pour faire face au loup, des conflits d'usage se créent. Un éleveur a été condamné hier après que ses chiens ont mordu des randonneurs. / PHOTO ERIC CAMOIN P.40

VITROLLES
La salariée d'un Ehpad harcelée ? P.11

SUPPLÉMENT ÉCO
Climat, valeurs : des entreprises en "mission"



CRISE DU COVID
Prolongement du pass sanitaire, enjeu électoral P.11

BADMINTON FOS SUR MER
"Tomi" Popov défie le N°1 mondial ! P.30

/BADMINTON PHOTO



Salon international d'art contemporain

2^e EDITION
art3f.
MARSEILLE

22>24 Oct. 2021
Parc Chanot - Palais de la Méditerranée
ven 16h-23h - sam 10h-20h - dim 10h-19h

+ 200 artistes et galeries
peinture, sculpture
photographie
restauration en continu



www.art3f.com

CONFLIT

Grève des éboueurs: on retient son souffle...

Une semaine après la reprise de la collecte des ordures ménagères sur le Pays de Martigues et Istres Ouest Provence, la question des déchets reste un sujet de préoccupation avec "une grève simplement suspendue" par la CGT, qui maintient la pression malgré un accord entre la Métropole et les syndicats FSU et FO, majoritaires sur Marseille. "Il y a une épée de Damoclès", a rappelé le maire Gaby Charroux dans l'épineux dossier de la mise en conformité des éboueurs avec la loi de transformation de la fonction publique qui impose l'application des 35 heures, tout en tenant compte de la pénibilité. "Si les agents n'obtiennent pas gain de cause, la situation pourrait se compliquer" ne cache pas le maire de Martigues. "Les négociations sont en cours, a confirmé une source de syndicale hier. Au élus métropolitains de prendre leurs responsabilités, ne cachant pas un évocateur "On ne mesure pas la colère des agents." Comme le rappel que le feu couve, avec une certaine colère latente "après une reprise qui s'est faite sur des mensonges", regrette la CGT. /PHOTO P.S.



PLAGE DE FERRIÈRES

"Zébuline et Zigoto" la prolongation

Cela a été voté lors du dernier conseil municipal, la paillote "La cuisine de Zébuline et Zigoto", sur la plage de Ferrières, va rester ouverte jusqu'au 7 novembre (sauf déluge). Les propriétaires ont demandé l'autorisation d'ouvrir tous les midis de 11h à 17h/18h du jeudi au dimanche et tous les jours de 11h à 20h durant les vacances scolaires. /PHOTO P.S.



Deux ans après ses débuts, "Réponses" a fait ses preuves

QUALITÉ DE L'AIR La démarche citoyenne a recensé de nouvelles attentes de la population

Il y a encore trois ans, réunir associations, collectivités, état et industriels autour d'un même table pour parler qualité de l'air relevait d'un sacré pari. À l'époque, le sujet était devenu une source de crispations, nourries par les études successives qui étaient sorties à quelques mois d'intervalle en 2017 et 2018. La plus complète "Scenarii", faite par l'État, n'avait pas caché la corrélation entre santé et pollution, cette dernière autant issue de l'industrie que des transports ou autres sources. "Un fossé s'était creusé, la population se sentait abandonnée face à des acteurs devenus inaudibles", analyse Gwenaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI Paca (*). Et pour le combler, petit à petit, le dispositif Réponses est né. Cette démarche inédite, s'adressant aux 300 000 habitants des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre, est partie à la rencontre de la population au printemps 2019, avec l'engagement d'écouter leurs préoccupations. De ces rencontres sont nées 120 actions, dans un plan les regroupant, consultables librement sur internet (**). "En 2020, il a fallu faire vivre ce plan d'actions, et ce sont les associations qui s'en chargent, au rythme d'une réunion tous les deux mois."



Pour recueillir de nouvelles attentes de la population, l'équipe du dispositif "Réponses" est répartie sur le terrain, questionnaires en main. /PHOTO DR

Après ces premières rencontres, est venu le temps d'un retour sur le terrain, au printemps dernier, pour repartir au contact des habitants, autant pour évaluer la connaissance du dispositif que pour faire le point sur de nouvelles attentes. Et aussi pour partir à la rencontre d'un nouveau public, d'ordinaire éloigné de ce type d'initiatives. "C'est ainsi que

nous avons mené une opération avec le conseil municipal des jeunes de Fos-sur-Mer, qui eux aussi peuvent avoir des choses à dire", rappelle-t-on dans les rangs.

"De l'espoir pour l'avenir"

Lors de cette deuxième campagne de rencontres, 1 300 personnes ont accepté de livrer leurs ressentis, dans les 21 villes

concernées. "79% d'entre elles avaient un ressenti positif du dispositif, ce qui nous donne de l'espoir pour l'avenir. S'il était encore méconnu il y a deux ans, sa notoriété va dans le bon sens. Et surtout, la confiance, qui se gagne petit à petit, va en grandissant". Avec des acteurs supplémentaires (une dizaine en deux ans), des habitants exigeants et en capacité de comprendre les

enjeux, "Réponses" s'affirme déjà comme une réussite.

Avant de dresser un bilan complet en fin d'année, de nouvelles attentes ont été révélées par ces derniers temps de rencontres. "Celle qui est immuable, et représente quasiment la moitié des sondés, c'est "réduire les émissions polluantes", indique Gwenaëlle Hourdin. D'autres font leur apparition, comme tout ce qui se rapporte aux véhicules électriques: que deviennent les batteries, faut-il installer davantage de bornes... Le lien entre pollution et allergies fait aussi partie des nouveautés."

Du 17 au 20 novembre, des ateliers permettront d'évoquer ces attentes et les actions correspondantes à mettre en place. Comment mieux mobiliser, en intégrant de nouveaux publics comme les jeunes et personnes pagées, comment mieux travailler en semble, informer, dialoguer... Le programme est encore vaste, et la journée nationale de la qualité de l'air a permis, la semaine dernière de l'évoquer de nouveau.

ERIC GOUBERT

(*) - SPPPI: Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles. Basé à Port-de-Bouc, Il réunit les acteurs qui interviennent sur ces démarches.

(**) - www.dispositif-reponses.org

L'AGENDA AUJOURD'HUI

● **Conférence-débat.** Proposée par la CFDT et l'Union territoriale des retraités des Bouches-du-Rhône, sur le thème "Les solidarités intergénérationnelles", avec la sociologue Angélique Giacomini, à la maison des syndicats, allée Benoit Frachon, à 18h.

● **Conseil de quartier La Couronne/Carro.** À la salle polyvalente la Couronne, à 18h.

● **MairieBus.** Vaccination, en partenariat avec la CPTS du Pays de Martigues, parvis de la maison de quartier de Boudème/Jonquières, de 16h à 18 h 30. Vaccination première dose (dès 12 ans), et 3e dose pour les plus de 60 ans. Venir muni de sa carte Vitale.

● **Théâtre.** Vilain! d'Alexis Armentgol, Théâtre à cru, au théâtre des Salins, à 19h. Dès 9 ans. Tarifs: de 8€ à 12€.

→ www.les-salins.net

DEMAIN

● **Tea time.** Atelier de discussion en anglais, au café associatif Le Rallumeur d'étoiles, quai Brescon, à 17h. Adhésion obligatoire et à prix libre.

→ Renseignements au ☎ 04 42 02 59 80.

● **Conseil de quartier.** Quartiers Canto-Perdrix/4 Vents, au centre social Jeanne-Pistoun, à 18h.

● **Exposition "Léa Barbazanges à la lisière du visible".** Visible jusqu'au 30 janvier, au musée Ziem, 9 boulevard du 14 Juillet. Entrée libre de 14h à 18h.

→ Renseignements au ☎ 04 42 41 39 60.

MARTIGUES
**Opération déminage
et évacuations à Carro** P.4

FUGUE D'UNE ADOLESCENTE
**Manon, disparue dans le Var,
retrouvée à Vitrolles** P.7

La Provence

N° 8895

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

Jeudi 21 octobre 2021

Assassinat du juge Michel **Personne n'a oublié**

Le mercredi 21 octobre 1981, il y a 40 ans jour pour jour, Pierre Michel, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille, était abattu en plein cœur de la cité phocéenne. Qu'est-ce qui a changé depuis? Quelles leçons ont été tirées? Son héritage est aujourd'hui au centre d'un colloque mémoriel organisé par ses pairs P.2 & 3



L'exécution du juge a eu lieu à 12 h 50, à quelques mètres de l'immeuble du Corbusier. / PHOTO SERGE ASSIER



Football Ligue Europa
Lazio Rome - Marseille (18 h 45)

**L'OM part
à la conquête
de Rome**

/ PHOTO FREDERIC SPEICH P.26 à 28

BANDE DESSINÉE
**Par Toutatis,
voilà le nouvel
Astérix!**



"Astérix
et le Griffon",
disponible
aujourd'hui
(9,99€).
P.35

SALON C'était la "der" de la Patrouille de France 2021, hier, à la base aérienne 701. Trois nouveaux pilotes (de dos) ont assisté à la dernière démonstration de l'année, marquée par plusieurs transmissions de commandement.
/ PHOTO JULIEN MORTREUIL - ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE P.11



Passage de relais à la Paf

**L'AFFAIRE
Bollène: décapité
par son petit-fils** P.V

LE ROVE
Il cultivait vingt pieds
de cannabis P.4

ACTIVITÉS NAUTIQUES
Un été meurtrier
sur tout le littoral P.1

CHANGEMENT CLIMATIQUE
Ce que le pétrolier
Total nous a caché P.IV



CONSO
Cet hiver,
ne vous
trompez-pas
de pneus!
P.37

ISTRES P.6

La prévention avant tout P.6



/ PHOTO ALEXANDRA THEZAN

ECOSLOPS PROVENCE EST INSTALLÉE À LA MÈDE P.II

L'entreprise qui valorise les déchets



/ PHOTO SERGE GUEROUIT



OPÉRATION BRIOCHES

L'Unacita solidaire

L'Union nationale des anciens combattants d'Indochine, des T.O.E., d'Afrique du Nord et de toutes les générations du feu (Unacita), section d'Istres, a renoué avec la tradition afin d'apporter son soutien à l'Association de la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos. Samedi dernier, quatorze bénévoles ont installé deux stands dans la galerie marchande du centre Leclerc. En fin de matinée, 126 brioches étaient vendues pour un montant récolté de 728,28 €. Le Président de la section, Alain Bernardet très satisfait, a remercié les participants et souhaite renouveler l'opération l'an prochain. /PHOTO J.B.



HALL DE L'ESPACE 233

Les clichés de Michèle Wurbel

"D'un temps à l'autre", c'est la nouvelle exposition photo de Michèle Wurbel, à découvrir dans le hall de l'Espace 233 jusqu'au 11 novembre. Passionnée de plongée sous-marine, l'artiste nous emmène dans les profondeurs avec des clichés pris sous l'eau, où le temps s'arrête. "Tous les gestes sont plus lents et absorbés par la pression de l'eau lorsqu'on exerce des mouvements", explique la photographe. /PHOTO DR

→ Entrée libre de lundi au vendredi de 9 h 30 à 18h, le week-end selon les manifestations. Pass sanitaire et port du masque obligatoires.



L'AGENDA

AUJOURD'HUI ● Exposition photographique "D'un temps à l'autre". De Michèle Wurbel, visible jusqu'au 11 novembre, au hall d'expo 233, CEG les Heures-Clares. Entrée libre du lundi au vendredi de 9 h 30 à 18h (le week-end selon les manifestations).
→ Renseignements au ☎ 04 13 29 50 83 par courriel : reservation.mediation@istres.fr

● Exposition "Le chant des Walés". De Patrick Willocq, au Centre d'art contemporain, jusqu'au 11 décembre. Entrée libre du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à

17 h 30, le samedi de 10h à 12h et de 15h à 18h (fermé le dimanche et jours fériés).
→ Renseignements au ☎ 04 42 55 17 10.

DEMAIN ● La ronde des soupes. Organisée par la ville, avec la complicité des C.I.Q. et associations de quartiers, au centre social Pierre-Miallet, Entressen, à partir de 17h.

● Concert. Cali, au café-musiques L'Usine, route de Fos, à 21h. Tarifs: 25€/22€ (une place achetée, une place offerte).
→ www.scenesetines.fr

EN BREF

Le syndicat Unsa de la Ville soutient l'action des agents de collecte de la Métropole

Dans un communiqué, le syndicat Unsa des territoriaux de la mairie d'Istres apporte son soutien aux agents de la Métropole de la collecte des déchets ménager. "Travailler plus pour perdre 400€ par mois, perdre des acquis, c'est vraiment impensable, inimaginable, dénonce le syndicat. C'est un travail très pénible, un service qui tourne 365 jours pour ramasser nos déchets, les objets encombrants déposer par les administrés pour un service de qualité sur Istres. Il faut que la direction de la Métropole rouvre les négociations avec les organisations syndicales pour un véritable accord, une prise en compte de ce métier pénible et dangereux sans la perte en fin de mois de 400€".

A suivre

Le salon des vins et de la gastronomie revient à la halle polyvalente. Du 5 au 7 novembre, c'est le retour du Salon des vins et de la gastronomie à la halle polyvalente. L'occasion de découvrir les saveurs authentiques de nos régions, avec une offre variée de produits et d'appellations de qualité ne demandant qu'à être appréciée. Des exposants triés sur le volet seront présents pour vous faire partager, goûter et savourer leurs produits. La billetterie en ligne est ouverte sur le site internet de la ville www.istres.fr, tarifs: entrée 4€; pass week-end : 6 €; gratuit pour les - de 12 ans. Le pass sanitaire et le masque seront obligatoires.

Le centre social des quartiers sud mise sur la prévention

Des ateliers étaient proposés hier autour de la sécurité routière et de la santé

Toute la journée, l'équipe du centre social des quartiers sud a chassé les nuages pour faire une place de choix à la prévention. Hier, devant le centre social, une quinzaine de partenaires étaient mobilisés à l'occasion du Forum santé et sécurité routière. À travers des ateliers ludiques ou des discussions avec les professionnels, petits et grands ont ainsi pu en apprendre davantage afin d'être plus vigilants.

"L'an dernier nous avions dû annuler le forum une semaine avant la date prévue en raison du Covid. C'était donc très important de pouvoir maintenir l'événement cette année, rappelle Yasmine Dhina, la directrice du centre social. Il s'agit de donner des pistes, encourager les gens à prendre soin de leur santé. L'accès aux soins peut être compliqué pour certains mais avec cette journée ludique on axe sur la prévention".

Le matin, ce sont essentiellement les petits qui ont découvert les ateliers et notamment le parcours ludique et pédagogique à vélo ou trottinette avec la police municipale. "On a vu les différents panneaux qui pouvaient exister mais aussi fait le parcours pour comprendre les feux", explique un jeune. L'après-midi, les ados ont pu s'initier à la conduite d'un deux-roues ou être sensibilisés



Ateliers ludiques et pédagogiques étaient proposés par les nombreux partenaires. /PHOTOS A.T.

à l'importance du port de la ceinture de sécurité dans une voiture. Les équipes de la sécurité routière étaient présentes avec leur simulateur sécurisé pour faire vivre aux participants le vécu d'un accident de la circulation par choc frontal, à seulement 7km/h. Impressionnant et marquant pour les jeunes qui ont pu prendre conscience des dégâts en cas de non port de la

ceinture. "Je sais que désormais je mettrai tout le temps ma ceinture", avoue Jilan, à la sortie du test. Toujours en matière de sécurité, les pompiers ont présenté les gestes de premier secours. Un public attentif de parents et d'enfants qui ont ainsi appris les premiers gestes à effectuer pour un massage cardiaque. "C'est toujours bien de connaître les gestes on ne sait jamais ce qui

peut arriver", avoue une maman du quartier, venue avec ses enfants.

Parler nutrition

L'épidémie du Covid n'est pas encore terminée et comme piqure de rappel, la Croix rouge proposait son jeu de l'oie des gestes barrières. De son côté, le planning familial, qui tient des permanences à la maison de la santé a abordé les différentes dimensions de la vie affective et sexuelle, tandis que les addictions (drogue, alcool ou tabac) ont également été évoquées. Réponses tenait également un stand pour aborder la qualité de l'air avec les jeunes. Enfin, le centre hospitalier de Martigues a sensibilisé jeunes et moins jeunes à leur nutrition. "Nous avons évoqué l'obésité avec les jeunes et le diabète pour les adultes. Les jeux nous permettent d'interagir et de lancer la discussion, c'est important car nous constatons que beaucoup de jeunes boivent des boissons type soda et que des parents pensent cuisiner sainement mais ne se rendent pas toujours compte que cela peut être trop gras".

De la prévention avant tout qui se poursuivra tout au long de l'année grâce à l'intervention des différents partenaires lors d'ateliers proposés par le centre social. **A.T.**

ISTRES OUEST PROVENCE

Reprise de la grève de la collecte des déchets P.7

MARIGNANE

Sa maison serait à 270 m de l'usine Satys P.8

La Provence

N° 8921

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

Mardi 16 novembre 2021

MARSEILLE - PROVENCE

L'aéroport du futur



Réduction de son empreinte carbone, projet d'extension et avions nouvelle génération, l'aéroport Marseille - Provence (AMP) dévoile ses ambitions /PHOTO DR P.2&3

PROCÈS DE L'INCENDIE DE VITROLLES

"Le feu est parti, j'ai rien pu faire"

Mostafa El Fathi a reconnu avoir jeté le mégot à l'origine de l'incendie de 2016. P.1



/PHOTO CYRIL SOLLIER

DANS VOTRE SUPPLÉMENT ÉCO

Marseille capitale de la bière



/PHOTO DAVID ROSSI

Unique brasserie au Sud de la Loire, l'usine Heineken produit chaque année 1,7 million d'hectolitres de bière.

CE SOIR À 20 H 45
FINLANDE - FRANCE

L'heure de Guendouzi ?



FOOTBALL Le milieu de terrain de l'OM pourrait profiter de la qualification acquise pour le Mondial-2022 et vivre sa première sélection sous le maillot tricolore, ce soir. /PHOTO DR P.24

MARTIGUES
Chevrier contre habitants : Acte III p.5



/PHOTO V. TILLET

JUSTICE P.10
8 mois de prison pour une course-poursuite

COVID-19
Le nombre de cas explose en Europe p.111

LES RÉPUBLICAINS
Les débats se suivent et se ressemblent p.11

LIFESTYLE

Notre sélection de calendriers de l'Avent pour petits et grands

P.33



CULTURE

À l'Opéra de Marseille, un Bourgeois grandiose P.31



/PHOTO MARIE CLAUZADE

SALON-DE-PROVENCE

Le quartier militaire de Lurian réhabilité P.13



/PHOTO S.R.

La colère monte autour du chevrier décrié à St-Pierre

En conseil de quartier, plusieurs habitants ont exigé l'intervention de la Ville

Nombre d'habitants l'avaient pressenti, le feuilleton du chevrier allait livrer un nouvel épisode lors du conseil de quartier Saint-Pierre la semaine dernière. L'occasion était parfaite pour les deux collectifs de riverains mobilisés aux Réveillés et aux Tabourets de s'expliquer en direct avec les élus, emmenés par le maire, Gaby Charroux.

Après deux interventions dans nos colonnes (nos éditions du 24 juin et du 21 septembre), les habitants des Tabourets allumaient la première mèche, en dénonçant une nouvelle fois un manque d'hygiène de l'éleveur: "On a toujours un gros problème de nuisances avec *Eric Jean, qui ne respecte aucune règle d'hygiène. Dans sa bergerie provisoire chez nous, c'est une catastrophe avec du fumier partout et aucun nettoyage depuis des mois. Dernièrement il s'est permis de faire de l'épandage autour des maisons, ce qui est interdit dans son cas puisque le ter-*



Plusieurs habitants des Tabourets et des Réveillés ont interpellé les élus en conseil de quartier à Saint-Pierre pour dénoncer encore la situation d'un chevrier épinglé pour manque d'hygiène. / PHOTOS V.T.

"On a agi pour l'hygiène" assure la Ville

Dans la foulée, une habitante

au vu des conditions d'élevage et de l'hygiène, mais se disaient prêts également à voir le che-

Lors de cet entretien, les élus ont également demandé à l'éleveur quel est son projet écono-

ENVIRONNEMENT

Pollution: "Réponses" attend vos questions

Aller à la rencontre des 300 000 habitants des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre, évoquer avec eux leur perception de la pollution atmosphérique et de ses répercussions sur la santé, c'était l'objectif originel du dispositif Réponses, porté par le SPPPI (Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles).

Deux ans après ses débuts, il poursuit son action, avec trois ateliers qui auront lieu à Martigues (demain soir), puis à Rognac et Istres.

Au printemps dernier, 1 300 personnes ont accepté de livrer leurs ressentis. De nouvelles attentes ont été révélées par ces derniers temps de rencontres. "Celle qui est immuable, et représente quasiment la moitié des sondés, c'est *"réduire les émissions polluantes"*, indiquait Gwenaëlle Hourdin dans nos colonnes, le 19 octobre. *D'autres font leur apparition, comme tout ce qui se rapporte aux véhicules électriques: que deviennent les batteries, faut-il installer davantage de bornes... Le lien entre*

pollution et allergies fait aussi partie des nouveautés."

Les trois ateliers organisés cette semaine permettront d'évoquer ces préoccupations et les actions correspondantes à mettre en place.

Cette nouvelle consultation a ainsi fait émerger vingt nouvelles attentes et préoccupations, notamment une préoccupation majeure liée à la question du transport routier, complète "Réponses". Enfin, en matière d'action, il apparaît que l'État reste pour les habitants le premier à devoir agir pour améliorer la qualité de l'air.

Les trois ateliers se dérouleront les 17 novembre de 18h à 20h à Martigues (Office du Tourisme, Rond-Point de l'Hôtel de Ville), 18 novembre de 18h à 20h à Rognac (Espace Saint-Jacques, Place Saint-Jacques), et 20 novembre de 10h à 12h à Istres (Château des Baumes, Boulevard Dethiez).

Ces ateliers sont ouverts à tous, gratuits, sur inscription préalable à contact@dispositif-reponses.org

LES 19, 20 ET 21 NOVEMBRE 2021 À LA HALLE DE MARTIGUES

Noël ARTISANAL

Artisanat d'art Spécialités gastronomiques

150 EXPOSANTS

Entrée 3,50 € Gratuit pour les - de 13 ans
Entrée dans le respect des protocoles sanitaires en vigueur.

Vendredi 19 : 14h à 20h
Samedi 20 : 10h à 22h
Dimanche 21 : 10h à 19h

ville-martigues.fr @ f

martigues

244254 OUVERT DE 10H À 12H ET DE 14H À 19H DU LUNDI AU SAMEDI

LITERIE DÉCOR CANAPÉ DÉCOR

MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ/PRIX - LIVRAISON GRATUITE - COLORIS ET MATIÈRES AU CHOIX

ZAC DES ÉTANGS - ST MITRE LES REMPARTS - 04 42 44 09 14

La Provence

N° 8924

Martigues - Istres - Vitrolles - Marignane

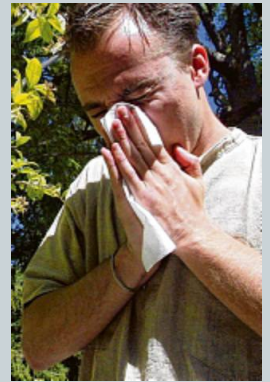
Vendredi 19 novembre 2021

Stations de ski Les Alpes retrouvent le sourire



Nouveautés, culture, conso et toutes les infos pratiques: "La Provence" vous dit tout sur une saison hivernale qui s'annonce sous de très bons auspices dans les massifs des Alpes du Sud / PHOTO DR P.2 & 3

SANTÉ-ENVIRONNEMENT
Allergies, bruit électrique...
"Réponses" s'attaque à d'autres fléaux P.5



/PHOTO ANGE ESPOSITO

SOCIÉTÉ
Quand les animaux montrent les crocs

/PHOTO DR P.VII



Football OM
"Tout va aller de mieux en mieux"

Son positionnement sur le terrain, la philosophie de jeu de Sampaoli, la Ligue 1 et l'Europe: **Pol Lirola** s'est longuement confié à "La Provence" à trois jours d'un OL-OM qu'il attend avec gourmandise. P.32 & 33

/PHOTO FREDERIC SPEICH



ASSEMBLÉE NATIONALE P.V
Une loi pour réparer la "tragédie harkie"

AÉRONAUTIQUE P.VII
Ciel clair pour Airbus, trou d'air chez Boeing

LOGEMENT P.I & II
Friches industrielles: quand les "verrues" deviennent atouts



/PHOTO DAVID ROSSI

CAMPÀ CORSU P.IX
Arte mare fait son cinéma en Provence

VITROLLES

Claudio Capéo, sept mois après P.9



/PHOTO PATRICK NOSETTO

GIGNAC-LA-NERTHE

L'entraînement "mordant" des policiers P.12

/PHOTO J.-C.S.



LA HALLE

Le Noël artisanal revient

Le grand salon gastronomique et artisanal commence aujourd'hui, dès 14 heures à la Halle de Martigues. Jusqu'au dimanche 21 novembre, vous pourrez déguster des spécialités d'ici et d'ailleurs et trouver de quoi régaler vos convives pendant les fêtes. Ce sera aussi l'occasion de déguster des cadeaux originaux pour vos proches parmi les 90 stands d'artisans : bijoux, luminaires en bois flotté, jeux de sociétés, enceintes écolos...
→ Tarif : 3,50€, gratuit pour les moins de 13 ans. Horaires : vendredi de 14h à 20h, samedi de 10h à 22h, dimanche de 10h à 19h.

/S.GUEROULT



CITOYENNETÉ

Opération Martigues propre

Vaste opération de ramassage des déchets demain, samedi 20 novembre. Rendez-vous à la Maison des Laurons, à la Maison de Croix-Sainte, au centre social Eugénie-Cotton (Ferrières), à la Maison de Lavéra, au centre social Jacques Méli (Mas de Pouane), au centre social Jeanne-Pistoun (Canto-Perdrix), au centre social Notre-Dame des marins, au centre social Boudème Jonquières, à la Maison de Carro, au théâtre de Verdure (Ferrières), quai Toumond (île), canal de Beausseuq et au parking Lurcat, dès 8 h 30.
→ Renseignements www.ville-martigues.fr

/PHOTO P.S.



Allergies, électricité, bruit... "Réponses" fait face

De nouvelles attentes sont prises en compte par le dispositif né il y a 2 ans

Faire le lien entre allergies et pollution, estimer les nuisances liées au bruit, mieux comprendre la pertinence des énergies alternatives aux carburants fossiles, comment poursuivre la réduction des émissions industrielles, ce sont quelques-unes des nouvelles attentes auxquelles dispositif "Réponses" a décidé de se frotter. Deux ans après la naissance de cet outil porté par le SPPPI (*), ce sont autant d'actions qui s'ajoutent à la centaine déjà recensée.

Celles-ci sont issues de nouvelles rencontres organisées au printemps dernier dans les 21 communes de l'arrondissement d'Istres. "Dans 35 lieux, précisait mercredi soir Gwenaelle Hourdin. Et ce sont au total 1300 personnes qui ont accepté de nous faire part de leur avis sur le lien entre santé et environnement".

Mardi soir à Martigues, comme hier soir à Rognac ou demain matin à Istres, les participants aux ateliers ont droit à la primeur des actions proposées. Sur le lien entre allergie, notamment aux pollens de cyprès, et pollution, deux premières études sont mises en avant. La première, baptisée "Mistral", a commencé l'été dernier et durera un an, avec pour objectif de croiser les symptômes allergiques et les pollutions enregistrées, sur la zone de l'étang de Berre. "Elle présente une prévalence de l'asthme de 17% alors que la moyenne nationale est d'environ 7%", indique le projet "Mask@Paca", financé par l'Europe, et porteur de cette étude.

Autre attente formalisée au printemps dernier, le bruit, ou la "pollution auditive", qui va être prise en charge par la Métropole, sous deux formes : une cartographie, amenée à être complétée par la création d'un obser-



Les nouvelles actions ont été présentées aux participants du premier atelier, mercredi soir à Martigues. Un autre aura lieu demain matin à Istres.

/PHOTO E.G.

atoire de l'environnement sonore. "Il est indispensable de passer par la phase diagnostic, indique Gwenaelle Hourdin. C'est le but des cartes, et de la prévention qui en découle. L'observatoire, qui dispose de neuf points de surveillance hors région étang de Berre, sera amené à compléter son dispositif en 2022.

Enfin, les habitants ont aussi

posé des questions sur les nouvelles énergies, dont l'électricité, utiles pour se développer. Leur impact sur l'environnement est sujet de nombreuses interrogations, notamment sur les batteries.

"Ces trois nouvelles actions font l'action de fiches sur lesquelles les participants aux ateliers peuvent émettre des observations. Elles seront enrichies et

complétées en fonction des remarques enregistrées".

Après la centaine d'actions lancée il y a deux ans, ces nouvelles initiatives vont compléter le dispositif de "Réponses", et tenter de convaincre ceux qui doutent encore de toute sa pertinence.

Lancée après la publication d'études alarmantes, en 2018, cette action collective impliquant l'État que les collectivités, les industriels, les salariés, les associations ou encore les experts a vocation à perdurer dans le temps, en menant une concertation inédite. De quoi dépasser les réactions épidémiques pour avancer dans la compréhension des enjeux du territoire.

Eric GOUBERT

Le SPPPI est le secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles. Le prochain atelier de "Réponses" aura lieu demain à 10 h au château des Baumes à Istres.

UNE SEMAINE CONSACRÉE À L'INDUSTRIE

Du 22 au 26 novembre, la semaine de l'industrie va être déclinée pour la première fois à Martigues, essentiellement à l'espace "Mikado", derrière le cinéma Le Palace. Deux expositions y seront présentées, des paysages industriels d'Alain Sauvan et "tous les métiers sont mixtes", évoquant la place des femmes dans les métiers industriels. Mercredi matin, des tables rondes permettront d'évoquer la transition écologique ou encore la mixité des métiers. Plusieurs visites sont organisées, du centre de formation de Total à La Mède, comme des entreprises "LS Béton" ou "Click dive".

E.G.

→ Renseignements : ☎ 04 86 64 88 40 ou 04 42 06 90 10.

L'IMBROGLIO

Camille, une infirmière en lutte avec la "sécu"



Camille Bernardin, avec l'ensemble des pièces de son volumineux dossier.

/PHOTO E.G.

Un arrêt de travail, trois prolongations, pour une durée totale de trois mois. Et au bout, une indemnisation de deux mois, un refus pour le troisième, et une incitation à aller le contester devant le tribunal judiciaire de Marseille. En (très) résumé, c'est l'imbroglia auquel se heurte depuis le début d'été dernier Camille Bernardin, infirmière libérale à Martigues et Port-de-Bouc.

"En février dernier, j'ai contracté le Covid, dit-elle. Malheureusement, j'ai souffert d'un Covid long, et mon arrêt de travail initial a été prolongé trois fois." Indemnisée pendant les deux premiers mois, selon le dispositif adopté pendant la pandémie, elle n'a en revanche rien touché pour le troisième. "Une décision que je n'ai toujours pas comprise", explique-t-elle, tout en montrant son épais dossier, riche de certificats médicaux, de courriers, de radios... "J'ai fini par arriver à joindre la Caisse primaire d'assurance maladie, mais ma demande de contestation n'a pas été prise en compte, puisque j'avais dépassé de deux jours le délai imposé." Et l'infirmière a été davantage décontentée après un dernier coup de fil, au début du mois, au cours duquel on

lui aurait conseillé, comme déjà notifié par courrier, de se pourvoir devant le tribunal judiciaire de Marseille. "Ce que je vais faire, indique-t-elle. J'ai pris une avocate, du cabinet Abeille & associés à Marseille, qui a lancé la procédure. Je vais demander le versement des indemnités du troisième mois, ainsi que des dommages et intérêts. J'ai passé des heures et beaucoup d'énergie, alors que je me remettais à peine de ce Covid, c'est logique pour moi d'en percevoir."

Contactée, l'assurance maladie estime en revanche que le refus de verser l'indemnisation de la dernière prolongation est justifié. "Les premiers arrêts bénéficiaient d'une indemnisation spécifique destinée aux professionnels de santé, indique Mathieu Le Gouic, sous-directeur chargé des indemnités journalières. Pour la dernière période, la réglementation ne permettait plus de le payer. Le dossier est en attente d'une décision de la commission de régularisation à l'amiable." Et si Camille Bernardin décide d'aller en justice, "c'est son droit", conclut-il, conscient que cette situation complexe avait pu générer des "incompréhensions".

E.G.

ISTRES P.8
**Policiers et pompiers
prêts pour le Réveillon**

NOTRE SÉLECTION P.4 & 5
**Ils et elles ont fait
2021 autour de l'étang**



La Provence

N° 8966

Martigues - Etang - Salon

Vendredi 31 décembre 2021



Une année
d'actualité vue au travers
des unes les plus marquantes
P.2 & 3

FOOTBALL - NOTRE SÉRIE
LES GRANDES RIVALITÉS

**Comment
l'Olympico
a détrôné
le Clasico** P.22 & 23



/PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

COUPE DE FRANCE - 16' (1-2)
CHALUVIGNY (N3) - MARSEILLE (L1)

Jean-Pierre Papin :
"Si l'OM marque vite, ça
peut tourner au carton"



**Un bon bol d'air frais
pour terminer l'année**

Île de la Barthelasse à Avignon, Bonnieux, Mimet, Niolon,
Sainte-Baume: "La Provence" vous propose cinq bonnes
idées de balades pour quitter 2021 sous le soleil. Ou démarrer
2022 du bon pied. Suivez le guide! /PHOTO DR P.29

COVID-19 P.1

**Bouches-du-Rhône :
le masque obligatoire**

EXCLUSIF LA TRIBUNE DE CHRISTINE
LAGARDE, PRÉSIDENTE DE LA BCE

**"Nous sommes
plus forts grâce
à l'euro"** P.11



/PHOTO ANGE ESPOSITO

ÉNERGIE P.11

**Pourquoi on va devoir
faire appel au charbon**

MARTIGUES

Le Miroir mis en lumière P.6



/PHOTO E.G.

AVEC
VOTRE JOURNAL
AUJOURD'HUI

**Vos mags
télé et
Version
Fémina**



VITROLLES

Handicapée, cette entrepreneuse se bat pour l'inclusion en entreprise

Co-fondatrice du holding Reiter Group, Sabrina Reiter, atteinte d'un lupus érythémateux disséminé, s'est fixée un défi : proposer des programmes de formation orientés vers l'inclusion et le handicap en entreprise. Une démarche également sociale pour la jeune femme issue des quartiers nord de Marseille, qui veut aussi lutter pour les milieux défavorisés. Pour cela, elle a fondé l'association Station ME, afin de lancer une école entrepreneuriale accessible dès l'âge de dix ans, jusqu'aux adultes. Sabrina et son mari passent aussi des certifications pour proposer eux-mêmes des formations. /PHOTO V.T.



VITROLLES

Une appli de prise de rendez-vous juridiques qui détonne

Installée à Vitrolles, maître Mersaoui veut révolutionner les pratiques entre professionnels du Droit et les particuliers en facilitant les échanges grâce à une plateforme de rendez-vous innovante, nommée Jurislib. Concrètement, l'idée est plutôt simple. Selon plusieurs critères, il est possible de choisir n'importe quel professionnel dans la France entière en filtrant la zone géographique, la spécialité de chacun ou encore le créneau horaire adapté au sien.



Eva Navarro, la vie après Miss France

L'Istréenne Miss Provence veut s'engager dans l'humanitaire

Elle n'a pas remporté la couronne suprême mais qu'importe, Eva Navarro ressort marquée à jamais par son parcours. Première dauphine à Miss Côte bleue au début de l'été, puis élue Miss Provence dans la foulée, l'Istréenne a vécu le concours national comme elle aime le faire, à fond. Parler devant des millions de téléspectateurs, défiler en maillot de bain... Autant de choses qu'elle n'aurait jamais envisagées avant, mais qui deviennent un atout : "Après Miss France, on peut tout faire", assure-t-elle. La pointe de déception ressentie après avoir manqué la qualification parmi les seize demi-finalistes de Miss France a vite été effacée par les moments vécus tout au long de l'aventure. Dont Eva Navarro ressort "avec des copines dans la France entière et de l'expérience".

Toujours aussi accessible, l'Istréenne nous confiait il y a quelques jours vouloir poursuivre son engagement pour sa ville, elle qui a multiplié les apparitions publiques ces derniers mois. Elle compte aussi poursuivre sa carrière dans le mannequinat, le concours Miss France ayant évidemment permis d'ouvrir de nouvelles portes. Mais avant tout, Eva Navarro entend s'engager pleinement dans les bonnes causes. Son combat de toujours d'abord, la lutte contre le harcèlement scolaire, dont elle avait été victime il y a quelques années. La jeune femme représente désormais l'association "Jouons tous dans la même équipe". En parallèle, elle vise la réalisation d'un voyage humanitaire, domaine dans lequel elle voudrait travailler à long terme.

Victor TILLET



Marquée à jamais par l'expérience Miss France, Eva Navarro entend capitaliser sur ce vécu pour s'engager pleinement contre le harcèlement scolaire et dans l'humanitaire. /PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH



MARTIGUES

Brice Lalanne, nouveau directeur de la coopérative viticole à Saint-Julien

Il est arrivé début juillet seulement et pourtant Brice Lalanne semble déjà bien chez lui à Martigues. Le nouveau directeur de la cave coopérative "La Venise provençale", originaire de la périphérie marseillaise, a dû faire une adaptation à toute allure pour mener les vendanges impliquant 180 coopérateurs. Premier défi relevé pour le grand homme attaché à la vente directe du vin à la cave, ce qui représente 80% des transactions.

Outre la possibilité de parler des produits pendant des heures avec lui, Brice Lalanne a décidé de poursuivre les grands projets lancés comme la rénovation du chai, renforcer la conversion en bio de nombreuses parcelles de vigne pour les rosés et blancs, et est arrivé avec plusieurs idées. Notamment la possibilité que la cave puisse prendre en gestion du vignoble avec un salarié et installer un jeune agriculteur en fermage, de manière à sécuriser les parcelles qui pourraient passer en constructible. /PHOTO V.T.

MARIGNANE

Engagé pour les jeunes et le terroir

Jeune entrepreneur qui fourmille d'idées, Julien Chabrand a créé un partenariat avec Aix-Marseille Université pour proposer des jobs étudiants autour de la vente de produits locaux. Il en a fait un effet décidé de joindre l'utile à l'agréable en créant son concept de vente de miel et de châtaignes. Un panel qui pourrait être complété par d'autres saveurs à l'avenir. Avec son équipe de jeunes, il sillonne les marchés et foires du secteur, la période des fêtes fut évidemment un moment d'activité intense pour contenter les nombreux gourmands déjà tombés sous le charme du concept sobriement baptisé *Mielchâtaignes*. /Photo M.B.



ET AUSSI...

Serge Passerieux, nouveau sous-préfet

Il a pris ses fonctions en mai dernier, et a rapidement pu se froter à quelques dossiers locaux, de la pêche de loisir aux incidents industriels en passant par la destruction d'une mine, à Carro.

Homme de dialogue, il a imposé sa griffe en quelques mois, avec la volonté d'être "au service du collectif".

Loïc Mondoloni, directeur de l'hôpital de Martigues

Il est arrivé à Martigues le 8 mars dernier, et depuis, n'a pas eu le temps de chômer. La pandémie est toujours présente, nécessitant une adaptation quasi permanente de l'organisation. /E.G.

Ange Basterga et Nicolas Lopez, réalisateurs de Caid

C'était d'abord un film tourné en quatre jours à Canto-Perdrix, primé à Cognac, mais jamais projeté en salles. C'est devenu une mini-série diffusée pour la première fois sur la plateforme Netflix en mars dernier. Aux manettes de Caid, tourné entre Martigues et Port-de-Bouc l'été précédent, le même duo, formé du Martégol Nicolas Lopez et du Corse Ange Basterga. Servie par une mise en scène et une réalisation dynamique, tournée la plus souvent caméra à l'épaule, la série aux épisodes ultra-rythmés a connu un joli succès ses premiers jours de diffusion, en se hissant parmi les tops des séries les plus regardées. Avec une grande partie de comédiens amateurs, d'habitants figurants, Caid a séduit par sa belle énergie. Et le duo a fait mouche. /PHOTO SERGE GUÉROULT



Gwenaëlle Hourdin, la tête pensante de "Réponses"

Lancé il y a un peu plus de deux ans, le dispositif "Réponses" met depuis en phase les attentes des habitants de l'arrondissement d'Istres avec les actions des industriels ou de l'Etat. À la tête du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPI), Gwenaëlle Hourdin pilote aussi ce dispositif, qui veut sortir par le haut de toutes les polémiques liées pour l'essentiel aux dangers de la pollution atmosphérique présente autour de l'étang. Sur un sujet complexe, elle et sa petite équipe font preuve de pédagogie pour expliquer que tout n'est pas si noir dans la région. Après une nouvelle série de rencontres et d'ateliers en 2021, un nouveau temps fort est d'ores et déjà prévu en mars prochain. /PHOTO DR

